

**LES ARCHIVES**  
**DES MILIEUX ASSOCIATIFS**  
**CONSERVEES AUX ARCHIVES NATIONALES - ROUBAIX**  
**Liste des fonds disponibles arrêtée au 18 juillet 2005**



**Fonds « Culture & Liberté », Association d'éducation populaire**

Direction  
des archives  
de France

78, Boulevard du Général-Leclerc - BP 405 - F - 59057 ROUBAIX Cedex 1  
Téléphone: 33 (0)3 20 65 38 00 Télécopie: 33 (0)3 20 65 38 01  
Mél : camt@culture.gouv.fr - Site <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt>

**LES ARCHIVES**  
**DES MILIEUX ASSOCIATIFS**  
**CONSERVEES AUX ARCHIVES NATIONALES - ROUBAIX**

**Liste des fonds disponibles arrêtée au 18 juillet 2005**

# INTRODUCTION

Cette brochure, qui s'adresse **aux publics des archives**, est un **guide de recherche** sur le thème des **archives associatives conservées au Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix**. Il fait donc état, dans la mesure du possible, de tous les fonds associatifs recensés au Centre.

Cependant, pour éviter une redondance dans l'information, **plusieurs catégories apparaissant déjà au sein d'autres guides ne font pas mention ici**. Il s'agit des rubriques concernant :

- ◆ Les **associations sportives** : Cf. le guide « Les archives du mouvement sportif ».
- ◆ Les **syndicats** (une catégorie particulière d'association) ont également fait l'objet de brochures propres : Cf. « Les archives de la CFTC et de la CFDT » et « Les archives du mouvement mutualiste et du mouvement syndical ». Ces brochures concernent aussi les **syndicats patronaux** et les **mutuelles** qui ne sont donc pas repris ici.
- ◆ Il en va de même pour le thème de **l'éducation spécialisée** : Cf. le guide « Les archives de l'éducation spécialisée ».
- ◆ Et pour consulter les **archives audiovisuelles** de tout domaine, il est indispensable de se référer au guide « Les archives audiovisuelles conservées au Centre ».

La réalisation de ce fascicule a été rendue possible grâce à l'analyse et aux compléments de documents préexistants et grâce à la réalisation d'autres. **Il a donc été réalisé à partir de :**

- **fiches d'entrée de versements** (souvent incomplètes) contenues dans des **classeurs**
- **dossiers d'entrée, quand ils existent**
- **fiches de fonds disponibles sur Internet**
- **introductions d'inventaires**
- **vérifications en magasins, lorsque cela s'avérait nécessaire.**

Pour **présenter le plus précisément possible les fonds des milieux associatifs et leurs compléments**, plusieurs champs de description ont été dégagés lorsque cela était possible :

- ◆ **L'intitulé du fonds** (ou du **sous-fonds**) : un fonds est un ensemble de documents de toute nature constitué par un producteur dans l'exercice de ses activités et en fonction de ses attributions. Un sous-fonds est donc affilié au fonds initial par sa provenance, son sujet... . L'intitulé d'un fonds ou d'un sous-fonds est donc tout simplement le nom du fonds (par exemple : « Culture et Liberté » est le nom d'une Association d'éducation populaire).
- ◆ **Le numéro d'entrée** (qui correspond à la cote) : sous la forme de l'année suivie du numéro d'entrée du versement (par exemple : le fonds de Culture et Liberté n° 2005021 correspond au 21<sup>ème</sup> versement effectué au cours de l'année 2005) ; ou sous la forme du numéro d'entrée du versement suivi des lettres AS pour les fonds associatifs ou AQ pour les fonds d'entreprises (pour les archives du CHAN qui ont été versées au CAMT) (par exemple : le fonds 27 AS correspond aux archives de l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises).
- ◆ **Le niveau de description** (au fonds, sous-fonds...) : le niveau de description est la catégorie de présentation intellectuelle et matérielle du fonds ou du sous-fonds dans le but d'en donner une identification exacte et unique, en expliquer le contexte d'origine et en permettre l'exploitation

administrative ou historique (les renseignements d'une fiche correspondront donc au fonds ou au sous-fonds).

- ◆ **Le fonds de rattachement** (s'il y a lieu) : il existe des fonds et des sous-fonds qui sont reliés entre eux. Les fiches sont de forme identique. Il est recommandé de lire la fiche du fonds de rattachement ou celles des sous-fonds existantes.
- ◆ **Les dates extrêmes** (dates du document le plus ancien et le plus récent contenu dans le fonds ou le sous-fonds...)
- ◆ **L'importance matérielle du fonds** (en mètres linéaires ou en unités documentaires) : une unité documentaire peut prendre différentes formes (exemples : dossiers, boîtes de toutes tailles...).
- ◆ **Les modalités d'entrée du fonds** (dépôt, don, achat)
- ◆ **Les conditions d'accès à ce fonds** (communicable, sous autorisation, selon les délais légaux) :  
*Dans le cas d'un dépôt* : la communicabilité des fonds d'archives privées est fonction de l'autorisation du déposant. Le plus souvent, celui-ci autorise la libre communication des archives qu'il met à disposition au CAMT ; dans ce sens, ces archives sont consultables immédiatement. Cependant, quelques archives considérées comme sensibles par le déposant peuvent conduire à une communication sous autorisation ; dans ce cas, le lecteur doit demander autorisation auprès du déposant pour consulter ses archives. Néanmoins, une archive est par définition toujours communicable : il y a donc des moyens mis à disposition du lecteur pour accéder à ces archives (autorisation, dérogation). Un dernier cas est celui des fonds communicables selon les délais légaux : une particularité au CAMT réside dans le fait que quelques archives privées sont consultables selon les délais légaux attribués aux archives publiques (30 ans, 60 ans, 100 ans, 120 ans et 150 ans) ; cependant, une autorisation de consultation est toujours possible. *Dans le cas d'un don* : l'avis du donateur et l'expérience de l'archiviste amènent à attribuer des délais pour certains articles « sensibles » (principalement sur la vie privée). Dans ce cas, une autorisation exceptionnelle de consultation peut-être accordée par le directeur du CAMT.
- ◆ **L'instrument de recherche disponible** (s'il existe) : répertoires numériques ou méthodiques, sous forme papier ou en ligne.
- ◆ **La notice historique de la structure** (ou biographique pour une personne)
- ◆ **La présentation du contenu du fonds** (archives personnelles, PV de conseil d'administration...)
- ◆ **Les sources complémentaires se rapportant au fonds ou bibliographie** (quand cela est possible).

# TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>TABLE DES MATIERES.....</b>	<b>5</b>
<b>ASSOCIATIONS CARITATIVES ET DE SOLIDARITE SOCIALE .....</b>	<b>8</b>
<b>1- CARITATIF : .....</b>	<b>8</b>
EMMAÛS INTERNATIONAL/PAPIERS PERSONNELS DE L'ABBÉ PIERRE .....	8
RESTAURANTS DU COEUR (LES).....	13
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS .....	13
<b>2- SOLIDARITÉ SOCIALE : .....</b>	<b>14</b>
AC ! LILLE .....	14
AIDE AUX TRAVAILLEURS MIGRANTS. REGION NORD - ADATERELI.....	15
MARIE-MADELEINE HALOT .....	15
<b>ASSOCIATIONS EDUCATIVES, DE RECHERCHES, DE LOISIRS ET CULTURELLES .....</b>	<b>16</b>
<b>1- ÉDUCATION/FORMATION GÉNÉRALE : .....</b>	<b>16</b>
UNION CORPORATIVE DES INSTITUTEURS.....	16
<b>2- ÉDUCATION POPULAIRE : .....</b>	<b>16</b>
ROGER CLEMENT ( <i>Enfants de</i> ).....	16
CULTURE ET LIBERTÉ NATIONAL.....	17
CULTURE ET LIBERTÉ NORD.....	18
CULTURE ET LIBERTÉ PAS-DE-CALAIS.....	18
SERGE DILLIES.....	18
GROUPEMENT POUR LA RECHERCHE SUR LES MOUVEMENTS FAMILIAUX (GRMF).....	19
MAURICE LEROY.....	19
PEUPLE ET CULTURE .....	19
ROBERT POTTIER .....	20
TRAVAIL ET CULTURE – TEC .....	20
TRAVAIL ET CULTURE – TEC/CRIAC.....	21
<b>3- RECHERCHES EN SCIENCES SOCIALES : .....</b>	<b>21</b>
COMITÉ RÉGIONAL D'HISTOIRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.....	21
COMITE REGIONAL NORD PAS DE CALAIS D'HISTOIRE DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA PROTECTION SOCIALE .....	22
GROUPE DE RECHERCHES HISTORIQUES DE LA CROIX-ROUGE FRANCAISE.....	22
<b>4- RECHERCHES EN SCIENCES POLITIQUES : .....</b>	<b>22</b>
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES MOUVEMENTS TROTSKYSTES REVOLUTIONNAIRES INTERNATIONAUX - CERMTRI .....	22
<b>5- RECHERCHES EN SCIENCES ÉCONOMIQUES : .....</b>	<b>23</b>
ASSOCIATION DU SOUVENIR DE FERDINAND DE LESSEPS ET DU CANAL DE SUEZ .....	23
<b>6- TOURISME SOCIAL : .....</b>	<b>23</b>
ASSOCIATION TOURISME EN ESPACE RURAL .....	23
VACANCES LOISIRS FAMILLE .....	24
<b>7- SOCIO-CULTURELLE : .....</b>	<b>24</b>
FÉDÉRATION NATIONALE DES FOYERS RURAUX - FNFR.....	24
<b>ASSOCIATIONS ECONOMIQUES ET PROFESSIONNELLES .....</b>	<b>25</b>
<b>1- ÉCONOMIQUE : .....</b>	<b>25</b>
ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE FRANÇAISES (AIAF) .....	25
ASSOCIATION FRENCH LINES (LE HAVRE).....	26
ASSOCIATION NATIONALE DES PORTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES.....	26
ASSOCIATION NATIONALE DU MARKETING - ADETEM .....	26
<b>2- PROFESSIONNELLE : .....</b>	<b>27</b>
ASSOCIATION DE PATRONAGE DES OUVRIERS CHINOIS EN FRANCE.....	27
ASSOCIATION DES ANCIENS DE FINALENS A DOUVRAIN.....	28

<i>M LEVENT (ERGONOMIE)</i> .....	28
<i>SERVICE D'INFORMATION, DE LIAISON ET DE DOCUMENTATION SUR L'APPRENTISSAGE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE - SILDA</i> .....	28
<i>SOCIÉTÉ POUR L'ENCOURAGEMENT DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES</i> .....	28
<b>ASSOCIATIONS CIVIQUES ET POLITIQUES</b> .....	<b>30</b>
<b>1- CIVIQUE :</b> .....	<b>30</b>
<i>CONFÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS POPULAIRES FAMILIALES – CNAF &amp; CONFÉDÉRATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE - CSCV</i> .....	30
<i>CONFÉDÉRATION SYNDICALE DES FAMILLES</i> .....	30
<i>LES AMIS DU 68</i> .....	31
<i>MOUVEMENT DE LA PAIX DU NORD</i> .....	31
<i>RADIO CANAL SAMBRE</i> .....	32
<b>2- POLITIQUE :</b> .....	<b>32</b>
<i>LIBERTÉ [JOURNAL]</i> .....	32
<i>MARX (ESPACE)</i> .....	33
<b>ASSOCIATIONS PHILOSOPHIQUES/IDEOLOGIQUES ET RELIGIEUSES</b> .....	<b>35</b>
<b>1- PHILOSOPHIQUE/IDÉOLOGIQUE :</b> .....	<b>35</b>
<i>GROUPES RENCONTRES</i> .....	35
<i>HOMMES ET STRATÉGIES</i> .....	35
<i>VIE NOUVELLE (LA)</i> .....	36
<b>2- RELIGIEUSE GÉNÉRALE :</b> .....	<b>39</b>
<i>ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE FRANCAISE (ACJF)</i> .....	39
<i>BERNARD ET MARIE PAULE MOREAU</i> .....	40
<i>COMMUNAUTÉS OUVRIÈRES</i> .....	40
<i>GARCETTE (PIERRE)</i> .....	42
<b>3- ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE :</b> .....	<b>43</b>
<i>ACO</i> .....	43
<i>ACO DE LILLE</i> .....	43
<i>ACO DE ROUBAIX-TOURCOING</i> .....	44
<i>EMILE REYNS</i> .....	44
<b>4- JEUNESSE OUVRIÈRE CHRÉTIENNE :</b> .....	<b>44</b>
<i>PIERRE BOUCAULT</i> .....	44
<i>HOCQUET-DUVAL</i> .....	45
<i>JOC DE LILLE</i> .....	45
<i>JOC ROUBAIX-TOURCOING</i> .....	46
<i>JOC - JOCF DUNKERQUE (JEUNESSE OUVRIÈRE CHRÉTIENNE/JEUNESSE OUVRIÈRE CHRÉTIENNE FÉMININE)</i> .....	46
<i>PATIN-DHALLUIN (ANDRE ET ELISABETH)</i> .....	47
<i>PHILIPPE (FRANCIS)</i> .....	47
<i>ROBERT SERRURIER</i> .....	47
<b>5- MISSION DE FRANCE :</b> .....	<b>48</b>
<i>MISSION DE FRANCE</i> .....	48
<i>MISSION DE FRANCE FEMININE (EQUIPE D'EVRY)</i> .....	51
<b>6- LES PRÊTRES-OUVRIERS :</b> .....	<b>51</b>
<b>a- Les structures :</b> .....	<b>51</b>
<i>ÉQUIPE NATIONALE DES PRÊTRES-OUVRIERS</i> .....	51
<i>ÉQUIPE DES PRÊTRES-OUVRIERS D'ALSACE</i> .....	52
<i>ÉQUIPE DES PRÊTRES OUVRIERS D'HELLEMMES, PARTIE DU « MOUVEMENT DE LA PAIX »</i> .....	52
<i>ÉQUIPE DES PRÊTRES-OUVRIERS DE RHÔNE-ALPES</i> .....	52
<i>ÉQUIPES DES PRÊTRES-OUVRIERS DU PAS-DE-CALAIS</i> .....	53
<i>PRÊTRES-OUVRIERS DE LA RÉGION NORD-PAS DE CALAIS</i> .....	54
<i>INSOUMIS (LES)</i> .....	54
<i>INSOUMIS (LES). MISSION DE PARIS</i> .....	55
<b>b- Les acteurs :</b> .....	<b>56</b>
<i>HENRI BARREAU</i> .....	56
<i>ANDRE BEAUGE</i> .....	57
<i>RENÉ BESNARD</i> .....	57
<i>ROGER BREISTROFFER</i> .....	58

<i>JEAN BREYNAERT</i> .....	58
<i>HENRI CHARTREUX</i> .....	58
<i>BERNARD CHAUVEAU</i> .....	59
<i>BERNARD DAUFFAGNE</i> .....	59
<i>ROGER DELIAT</i> .....	60
<i>RENE DESJARDINS</i> .....	60
<i>JOSEPH GOUTTEBARGE</i> .....	60
<i>BOB LATHURAZ</i> .....	61
<i>JEAN OLHAGARAY</i> .....	61
<i>JEAN CLAUDE POULAIN</i> .....	62
<i>PIERRE SÉNÉGAS</i> .....	62
<i>JEAN-MARIE SIX</i> .....	62
<i>RAYMOND VANDECASTEELE</i> .....	63
<i>JACQUES VERGONJEANNE</i> .....	63

# ASSOCIATIONS CARITATIVES ET DE SOLIDARITE SOCIALE

## 1- Caritatif :

### EMMAÛS INTERNATIONAL/PAPIERS PERSONNELS DE L'ABBÉ PIERRE

**Entrée (cote) :** 2000050

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1949-1998

**Importance matérielle :** environ 200 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** répertoire numérique CAMT

#### **Notice historique :**

Le mouvement Emmaüs est né en novembre 1949 par la rencontre « d'hommes ayant pris conscience de leur situation privilégiée et de leurs responsabilités sociales devant l'injustice, et d'hommes qui ne possédaient plus de raison de vivre ». Les uns et les autres décident d'unir leurs volontés et leurs actes pour s'entraider et secourir ceux qui souffrent dans la conviction que c'est « en devenant sauveur des autres que l'on se sauve soi-même ».

Après la Deuxième Guerre mondiale, dans la banlieue parisienne, l'abbé Pierre, prêtre français, prend conscience du drame des familles de travailleurs sans logis et les aide à construire des logements de fortune, au besoin dans l'illégalité.

En novembre 1949, sa rencontre avec un homme seul, désespéré, marque la naissance du Mouvement Emmaüs. Au lieu de lui donner une aumône ou de proférer quelques bonnes paroles, l'abbé Pierre lui demande de venir « l'aider à aider », l'aider à donner un logement, aussi précaire soit-il, aux familles sans logis. Ce faisant, il redonne à cet homme, la chose qui lui manque le plus : une raison de vivre. La première communauté d'Emmaüs est née.

Au fil des années de nombreuses communautés d'Emmaüs sont créées. D'autres groupes appelés Amis d'Emmaüs, ainsi que des camps de travail pour les jeunes, se sont progressivement développés et diversifiés.

En 1969, après vingt années de fondations à travers le monde, parfois spontanées, parfois organisées, le Manifeste universel est adopté par une première rencontre mondiale d'Emmaüs.

En 1971, 95 associations de 20 pays différents fondent l'association « Emmaüs International ». Celle-ci, en 2000, regroupe 450 associations dans 38 pays.

L'association Emmaüs International assure la liaison entre les associations membres à travers le monde et assure leur entraide mutuelle tout en respectant, dans le cadre de leur personnalité respective, leur autonomie propre (articles 1 et 3 des statuts). Partout où cela est possible, le premier moyen utilisé est la "récupération". Mais il est des pays dans le tiers-monde où, au sein de populations démunies de tout, il n'y a rien à "récupérer". Dans ce cas, fidèles au principe d'Emmaüs de ne rien recevoir en dehors du produit de leur travail, les groupes s'efforcent de trouver des moyens d'existence ainsi que des moyens d'aider autour d'eux, qui soient adaptés à leur environnement : élevage aux Philippines, pêche maritime en Colombie, artisanat en Inde ou en Bolivie, fabrique de parpaings et autres matériaux de construction en Corée du Sud ou en Argentine. Emmaüs International est le seul mouvement et organisme international d'Emmaüs reconnu par l'abbé Pierre pour poursuivre l'action commencée en 1949.

#### **Présentation du contenu :**

Les archives déposées se structurent autour de trois principaux ensembles :

- les archives dites historiques, soit les papiers personnels de l'abbé Pierre et de son secrétariat l'ayant suivi au cours de ses pérégrinations (sous-fonds abbé Pierre).
- les archives dites administratives, ces dernières étant les archives proprement dites de l'association Emmaüs International depuis son installation à Alfortville en 1988 (sous-fonds Emmaüs international) et les archives dites des groupes qui sont en fait des documents qui proviennent de groupes et d'associations liés à Emmaüs (sous-fonds Informations reçues des groupes nationaux français et sous-fonds Documents des communautés Emmaüs en France), l'ensemble le plus homogène et le plus complet étant celui des communautés itinérantes des chiffonniers-bâisseurs



d'Emmaüs depuis 1956 et de leur prolongement par les camps internationaux de travail de vacances depuis 1963 (sous-fonds Communautés itinérantes et camps internationaux de travail).

- le troisième ensemble est constitué de sous-fonds regroupant les documents par type de supports : sous-fonds Revues de presse depuis 1954 et périodiques, sous-fonds Photothèque de l'abbé Pierre et d'Emmaüs International (très importante photothèque comprenant entre autre la collection de photographies appartenant à l'abbé Pierre, prises par lui-même ou qui lui ont été envoyées et une autre collection constituée par les photographies et les albums envoyés par les groupes et communautés à Emmaüs international), sous-fonds Archives sonores et audiovisuelles (comportant des bandes magnétiques sonores, des cassettes audio, des films, des vidéocassettes concernant l'activité d'Emmaüs International ou l'abbé Pierre) et sous-fonds Affiches.

Cette composition "pluraliste" traduit la lente émergence de l'association proprement dite. En effet, Emmaüs international n'est né qu'en 1969, soit quinze ans après l'appel de l'hiver 54. L'autre particularité de ces archives est leur "mise en abîme" : en effet, Emmaüs est un mouvement pluraliste qui a initié toute une nébuleuse associative autour des idées de l'abbé Pierre : associations diverses pratiquant soit les trois, soit deux soit une des règles fondamentales : vie en communauté, travail de récupération, service des plus pauvres mais l'organisation. De toutes ces organisations, c'est Emmaüs international qui est l'héritier légitime de l'abbé et est donc depuis 1971 devenu l'interlocuteur privilégié des différentes branches. De nombreux documents, textes ou albums photographiques, coupures de presse reflétant l'activité locale des membres d'Emmaüs sont parvenus à Alfortville après l'installation du secrétariat en France envoyés par des groupes ou des communautés, c'est là aussi qu'ont été regroupés tous les dossiers confiés à l'abbé Pierre ou qui lui ont été envoyés. Cela ne va sans poser de nombreux problèmes d'identification de leur provenance exacte car ces dossiers ont été souvent traités de façon documentaire sans tenir compte de leur provenance, abbé Pierre, dossiers de travail et de documentation de celui-ci, anciens dossiers du secrétariat international de Liaison des associations des Associations Emmaüs dont le siège était à Charenton et qui veillait à ce que ne puisse se présenter comme relevant du mouvement fondé par l'abbé Pierre un groupe qui n'en conserverait pas les règles fondamentales mais cette documentation enrichit notre connaissance du mouvement dans son ensemble, d'autant plus qu'il n'est pas sûr que les archives propres à chaque petite association ont toujours été bien conservées.

Emmaüs n'a pas été voulu : le mouvement est né de l'agrégation de volontés et du temps passé à lutter contre la misère. Il est donc à ses débuts, complètement lié à la forte personnalité de l'abbé Pierre. Emmaüs naît donc en 1949 de façon informelle de la rencontre de l'abbé Pierre avec Georges, un ancien prisonnier désespéré. L'abbé lui propose de l'"aider à aider" : autour d'eux se forme un groupe d'hommes et de femmes de bonne volonté. Leur maison de Neuilly-plaisance se voit baptisée "Emmaüs". Les temps sont durs (l'abbé les surnommait plus tard "temps des catacombes") : il y a fort à faire, dans le contexte de pénurie de logement de l'après-guerre, et l'abbé Pierre a quitté le MRP en 1951. Pour assurer la subsistance du groupe, on a recours au travail de chiffonnier : un autre point fondamental du mouvement Emmaüs s'affirme alors, la nécessité du recours au travail, comme outil de socialisation et de financement. 1er février 1954 : c'est l'explosion : l'abbé devient une figure charismatique de la scène sociale française, tandis que partout essaient les initiatives se réclamant d'Emmaüs. En février c'est la création de la Société d'HLM Emmaüs, en mars c'est la naissance de l'association Emmaüs qui rassemble alors tout ce qui porte le nom d'Emmaüs aussi bien les communautés que l'Union nationale d'aide aux sans logis qui deviendra en 1957 la confédération générale du logement (CGL), c'est aussi la parution du premier numéro de la revue Faim et Soif fondée par l'abbé Pierre. Cependant, ce tournant qualitatif et quantitatif va par la suite s'accompagner d'un débat au sein du mouvement : faut-il, comme le pense l'abbé Pierre, laisser libre cours aux initiatives personnelles ou faut-il structurer et centraliser le mouvement ? à la faveur d'une maladie de l'abbé, les tenants de la centralisation l'emporte ce qui n'est pas sans conséquence archivistique : l'Union centrale des associations communautaires Emmaüs (UCACE) prend en charge une partie des communautés existantes en 1958 et organise ses propres archives qui ne sont donc pas à Roubaix et qui ont fait l'objet d'un mémoire de maîtrise à l'Université de Lyon d'Axelle Brodriez<sup>1</sup>. Les autres communautés resteront indépendantes et certaines se regrouperont en 1962 en Union des amis et compagnons d'Emmaüs (UAC).

De ce fait, les archives de cette période jusqu'aux années 1960 sont essentiellement celles de l'abbé, en particulier sa correspondance et les dossiers de son secrétariat tenu par Lucie Coutaz, co-fondatrice du mouvement. Elles témoignent des constructions des premiers logements d'urgence et de l'activité créatrice incessante de l'abbé : il est fondateur aussi d'un certain nombre d'autres associations dont les archives font aussi se retrouver dans ses papiers ainsi l'IRAMM (Institut de recherche et d'action contre la misère du monde) en 1955 qui change de nom, écartant le mot misère humiliant dans les pays pauvres et devient l'IRAM (Institut de recherches et d'application des méthodes de développement). Sous cette nouvelle forme, pendant de très nombreuses années, des équipes vont réaliser l'animation rurale au Maroc, puis dans d'autres nations. Une autre association née plus tardivement est l'UCOJUCO (Union des Comités de Jumelage-coopération), aboutissement de l'action menée par l'abbé Pierre depuis novembre 1971 en faveur du Bangladesh.

En effet, l'action de l'abbé s'est infléchie de plus en plus vers l'international. A la faveur de voyages et de conférences en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine, il noue des liens avec des personnalités, des particuliers et des associations influencées par son action ou tournées vers les mêmes objectifs, il visite des fondations

---

<sup>1</sup> Axelle BRODIEZ, L'Union centrale des communautés d'Emmaüs, 1958-1998 &nbsp;: l'institutionnalisation d'Emmaüs. Mémoire de maîtrise, Lyon II sous la direction d'Etienne Fouilloux, juin 1999.

Emmaüs dans le monde entier dont l'histoire, les responsables, leurs difficultés sont connus aussi par les archives de son secrétariat. Ainsi, dans les pays scandinaves, un an après une conférence donnée en novembre 1958 à Stockholm par l'Abbé Pierre, Susan Sandberg et ses amis créent "Les Hirondelles" (Svalorna en suédois) qui sont en grande majorité composées de femmes et dont le but est d'envoyer des volontaires travailler au Pérou dans les crèches et les centres pour les enfants abandonnés des bidonvilles de Lima. L'année suivante, se crée à Lund une association semblable pour le travail en Inde ainsi qu'une première communauté. Par la suite, "les Hirondelles" ont développé des branches composées dans une très grande majorité de volontaires femmes dans tous les pays scandinaves. La création et les activités des Hirondelles peuvent donc être suivies grâce à leur correspondance, à leurs documents d'information interne et aux articles de presse qu'elles vont parvenir à l'abbé Pierre (dans leur langue mais souvent accompagnés de traductions). Au Danemark, c'est aussi une femme Grete Lauritzen qui organise des cercles d'études sur les responsabilités envers les souffrants de l'Europe et des pays sous-développés ces sujets et envoie des jeunes en France pour travailler dans les "communautés d'Emmaüs" ; en 1965, sur une suggestion de l'abbé Pierre, elle décide d'envoyer des jeunes danois en France pour participer aux "camps internationaux de la jeunesse d'Emmaüs". de 1965 à 1976, plus de 3000 jeunes danois ont ainsi participé aux camps internationaux en France.

Entre la diversification des activités d'Emmaüs en France (communautés, comités d'amis, diverses associations d'action sociale) et l'extension internationale du mouvement s'est cristallisée ainsi une nébuleuse associative dont bien souvent le seul lien est l'abbé Pierre.

1963 : le bateau transportant l'abbé Pierre entre l'Uruguay et l'Argentine fait naufrage. On croit l'abbé disparu ; quand la nouvelle de sa survie est annoncée, des amis du monde entier lui demandent d'institutionnaliser les liens ténus qui existaient entre les différents mouvements Emmaüs. En 1969 a lieu la première rencontre mondiale du mouvement Emmaüs. C'est autour de cette assemblée que va se former l'association Emmaüs international. La mise en place d'une association de coordination internationale implique de nouveaux comportements archivistiques. Emmaüs International, en effet, assure la liaison entre un ensemble de groupes sur toute la planète. Les groupes de base se distinguent en deux catégories : 1. Les membres adhérents d'Emmaüs International. 2. Les groupes associés, adhérents au mouvement Emmaüs mais n'étant pas membres d'Emmaüs International. Le Mouvement Emmaüs rassemble 292 membres et 138 groupes associés répartis sur 39 pays, 4 continents (Afrique, Amérique, Asie, Europe). Au total 430 groupes (membres, groupes associés) répartis dans des pays très divers : pays "développés", nouveaux pays industrialisés, pays en voie de développement, pays moins avancés. Les archives dites administratives sont bien gérées et bien conservées à partir de l'installation du secrétariat, chargé des affaires courantes à Alfortville : on va y trouver les séries classiques de comptes-rendus des réunions des différents organes, l'Assemblée générale des associations membres qui a lieu tous les quatre ans ; la commission administrative ; l'organe de décision composé du comité exécutif et des représentants élus des différentes régions du monde qui se réunit tous les dix-huit mois ; le comité exécutif qui se réunit tous les mois assure la gestion et la coordination du mouvement ; et les dossiers du secrétariat, circulaires, les chronos, les correspondances classées par régions...

- Dossiers du Secrétariat général,
- Dossiers thématiques constitués par l'abbé Pierre et de papiers personnels de celui-ci,
- Périodiques des associations Emmaüs,
- Très importante photothèque comprenant entre autre la collection de photographies appartenant à l'abbé Pierre, prises par lui-même ou qui lui ont été envoyées et une autre collection constituée par les photographies et les albums envoyés par les groupes et communautés à Emmaüs international,
- Fiches des camps de jeunes,
- Revues de presse depuis 1954,
- Bandes magnétiques sonores, de cassettes audio, de films, de vidéocassettes concernant l'activité d'Emmaüs International ou l'abbé Pierre.

### **Bibliographie :**

Il est conseillé au lecteur de se reporter à la riche bibliographie concernant l'abbé Pierre et le mouvement Emmaüs régulièrement mise à jour sur le site de l'association Emmaüs International.

### **Biographie de l'Abbé Pierre :**

Henri Grouès, dit l'abbé Pierre, est né le 05 août 1912 à Lyon.

**1918** Élève aux collèges de Minimes, puis des Jésuites à Lyon.

**1931** Il renonce, par acte notarié, à sa part du patrimoine familial et distribue ce qu'il possède à diverses œuvres de charité. Il entre ensuite chez les Capucins sous le nom de Frère Philippe. C'est à cette époque que se situe sa première rencontre avec le Père Henri de Lubac, professeur de théologie.

**1938** Ordination sacerdotale le 24 août.

**1939** Il devient vicaire à la basilique Saint-Joseph de Grenoble.

**1939-40** Mobilisé comme sous-officier dans les Alpes et en Alsace, il est atteint d'une pleurésie.

**1940-41** Convalescence puis prise en charge de l'aumônerie de la Mure, en Isère.

**1941-1942** Il s'occupe de l'aumônerie de l'orphelinat de l'Assistance publique à la Côte Saint-André, toujours en Isère.

**1942** Il est appelé, au mois de juin, comme vicaire de la Cathédrale de Grenoble. Le lendemain de la rafle du Vel d'Hiv à Paris, l'abbé Pierre accueille des Juifs rescapés d'une première rafle en zone libre, et organise, par après, le passage des Juifs en Suisse. En novembre, il fait passer la frontière suisse au plus jeune frère du Général de Gaulle, totalement paralysé. Il ouvre, dans le Massif de Chartreuse, un premier lieu de refuge, puis de combat, aux premiers réfractaires au S.T.O. Il rencontre pour la troisième fois le Père de Lubac qui lui indique une personne de toute confiance, capable de secret, Melle Lucie Coutaz. Cette dernière accepte, après deux jours de réflexion, de devenir la collaboratrice de l'abbé Pierre. C'est le départ d'une collaboration de 39 ans, au cours de laquelle Melle Coutaz fut cofondatrice d'Emmaüs.

**1942-1944** L'abbé Pierre vit dans la clandestinité. Résistant actif, il crée des maquis qui passeront de Chartreuse dans le Vercors, pour devenir une partie de "l'Armée du Vercors".

**1944** Il est arrêté en mai par l'armée allemande, mais réussit à s'échapper et rejoint l'Espagne puis Alger, où il rencontre pour la première fois le Général de Gaulle, le 17 juin.

**1944-1945** Il devient Aumônier de L'Ecole navale à Casablanca, puis Directeur de la Maison du Marin à Paris.

**1945-1951** L'abbé Pierre est élu député de Meurthe-et-Moselle. Il préside également le Comité Exécutif du Mouvement Universel pour une Confédération Mondiale pendant quatre ans. Il crée, parallèlement, une Auberge de Jeunesse Internationale Emmaüs à Neuilly-Plaisance afin de réconcilier la jeunesse des pays d'Europe.

**1948** L'abbé Pierre rencontre Albert Einstein aux États-Unis. De retour à Paris, il rencontre Habib Bourguiba, alors militant clandestin pour l'indépendance de la Tunisie. L'abbé Pierre tente alors de le convaincre de la possibilité de parvenir à l'indépendance sans la guerre.

**1949** Appuyé par André Philip, il dépose un projet de loi tendant à reconnaître l'objection de conscience. Il entreprend la construction, souvent illégale, de logements pour les familles sans abri, et accueille chez lui un homme désespéré, ce qui marque la fondation de la première communauté Emmaüs (Neuilly-Plaisance).

**1949-1954** Les communautés Emmaüs se développent.

**1954** C'est "l'Insurrection de la bonté" à Paris et en province : alors que l'hiver est particulièrement rigoureux, l'abbé Pierre demande au Parlement un milliard de francs, ce qui lui est refusé. Trois semaines plus tard, ce même Parlement adopte à l'unanimité non pas un, mais dix milliards de crédits afin de réaliser immédiatement 12 000 logements d'urgence pour les plus défavorisés. La même année, la revue "Faims et Soifs", organe de presse de l'abbé Pierre, est créée, ainsi que la S.A. HLM, l'Association Emmaüs de Paris et l'Union Nationale d'Aide aux Sans-Logis (UNASL), qui deviendra plus tard la Confédération générale du logement.

**1955** L'abbé Pierre se rend aux États-Unis et au Canada. Il rencontre le Président Eisenhower et lui remet l'édition anglaise du livre de Boris Simon, "Les Chiffonniers d'Emmaüs" avec la dédicace suivante : "Si nous ne sommes pas capables de demander à la jeunesse, pour la guerre contre la misère, autant de sacrifices et d'héroïsme - s'il le faut - que nous ne lui en avons demandé pour la guerre contre la tyrannie, alors ce n'est pas la peine de demander tant de sacrifices, car la victoire de la justice ne serait bientôt plus que moribonde". L'abbé Pierre rencontre le roi du Maroc, Mohammed V, qui a envoyé le prince héritier voir le travail d'Emmaüs en France durant trois jours. Le roi demande alors qu'Emmaüs crée une action pour la disparition des bidonvilles marocains. L'Institut de recherche et d'action contre la misère du monde (IRAMM), créé peu avant par l'abbé Pierre, envoie deux volontaires au Maroc.

**1957-1958** L'abbé Pierre multiplie les voyages, mais exténué, est hospitalisé à Genève. Pendant cette convalescence, l'IRAMM devient l'Institut de recherche et d'application des méthodes de développement. L'abbé Pierre, alors en Inde, rencontre Nehru.

**1958-1959** L'abbé Pierre multiplie les conférences et les aides aux communautés d'Emmaüs qui se constituent dans les pays scandinaves et en Amérique du Sud (Argentine, Chili, Colombie, Équateur, Pérou).

**1959** L'abbé Pierre se rend au Liban pour donner une conférence au Cénacle libanais. Après cette conférence, la communauté Emmaüs de Beyrouth, appelé l'Oasis de l'Espérance, est fondée par un musulman sunnite, un archevêque chrétien melkite, et un écrivain maronite.

**1959-1965** Les communautés Emmaüs se multiplient. L'abbé Pierre multiplie conférences et voyages (Gabon, Sénégal, Allemagne, Italie, Canada, Japon, Corée, Rwanda, Indonésie).

**1962** L'abbé Pierre se rend pour trois mois à l'ermitage du Père de Foucauld à Beni-Abbès.

**1963** En voyage en Amérique du Sud, L'abbé Pierre fait naufrage à bord du Ciudad de Asuncion. D'abord annoncé comme mort, il reçoit, dès qu'est connue sa survie, des demandes pressantes pour la préparation d'un lien international entre tous les groupes Emmaüs. C'est alors qu'il décide d'une première rencontre mondiale d'Emmaüs.

**1969** C'est à Berne (Suisse) qu'est tenue la première assemblée générale d'Emmaüs International. Cette dernière adopte le Manifeste universel du Mouvement Emmaüs.

**1971** Deuxième assemblée générale du Mouvement à Montréal. Adoption des statuts par 95 associations Emmaüs issues de 20 pays. Pour faire face à la crise qui secoue le Bengale, les Indiens organisent un colloque à Delhi. L'abbé Pierre y représente la France. Il rencontre à nouveau Mme Gandhi et lui soumet l'idée des jumelages. De retour en France, l'abbé Pierre lance l'Appel aux 38 000 maires de France pour des jumelages de coopération avec les camps de réfugiés bengalis en Inde. C'est l'acte fondateur de l'UCOJUCO (Union des comités jumelage coopération), devenue par la suite UCODEP (Union des comités pour le développement).

**1974** Troisième assemblée générale d'Emmaüs International à Paris.

**1975** L'abbé Pierre reçoit la médaille d'or Albert Schweitzer (Fondation Goethe, Bâle) par M. René Lenoir, secrétaire d'Etat du gouvernement français.

**1979** Quatrième assemblée générale d'Emmaüs International à Aarhus au Danemark.

**1981** L'abbé Pierre est fait Officier de la Légion d'Honneur dans la promotion des Droits de l'Homme.

**1984** Emmaüs participe aux côtés du Secours catholique et de l'Armée du Salut au lancement la Banque alimentaire en France. La cinquième assemblée générale d'Emmaüs International se tient à Namur, en Belgique. Du 26 mai au 3 juin, l'abbé Pierre jeûne dans la cathédrale de Turin, et ce, dans le cadre de l'affaire Mulinaris : au plus fort de la lutte contre le terrorisme en Italie, ce dernier, proche d'un parent de l'abbé Pierre, est maintenu en détention sans jugement durant plus de trois ans. Vanni Mulinaris sera reconnu innocent quelques temps après.

**1986** Représentation du "Mystère de la Joie", drame sacré écrit par l'abbé Pierre.

**1987** L'abbé Pierre devient Commandeur de la Légion d'Honneur pour son action dans le domaine du logement.

**1988** La sixième assemblée générale d'Emmaüs International se réunit à Vérone, en Italie. A son issue, les membres d'Emmaüs adressent une lettre au Fonds Monétaire International sur la question de la dette extérieure des pays du Tiers-monde.

**1989** Sortie du film "Hiver 54".

**1990** Participation à l'élaboration de la "Loi Besson" en France en faveur du logement pour les populations défavorisées.

**1991** Voyages au Burkina-Faso, Liban, Argentine, Chili, Uruguay, Canada. Campagne contre la Guerre du Golfe. A la Pentecôte, l'abbé Pierre jeûne à l'église Saint-Joseph de Paris aux côtés des "déboutés du droit d'asile". Durant l'été, il apporte son soutien aux 102 familles squatters du quai de la Gare à Paris et ce, avec l'appui de nombreuses personnalités, telles que le professeur Albert Jacquard et Léon Schwartzenberg. Le 24 août, l'abbé Pierre rencontre le Dalaï-lama en Dordogne lors des journées interreligieuses pour la paix.

## ET

**Entrée (cote) :** 2002039

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1997-2001

**Importance matérielle :** 1,20 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

### Présentation du contenu :

- Rapport d'activités 1999 (dossier imprimé), 2001,
- 50<sup>ème</sup> anniversaire d'Emmaüs : message de l'Abbé Pierre,
- Revues, articles sur l'Abbé Pierre,
- Communications de l'Abbé Pierre à la presse,
- Manifestation en faveur de la paix (théâtres, films, concerts...) dossiers de presse, programmes,
- Documents au sujet de la vigne de Farinet,
- Dossiers d'aide (admission de séjour, logement),
- Correspondance diverse reçue par l'Abbé Pierre,
- Documentation réunie par l'Abbé Pierre sur d'autres personnes en vue de film ou de publication (Théo Monod, Abbé Gerratz...),
- Pièce de théâtre écrite par l'Abbé en 1944 « La montée tragique de l'homme vers la joie » : drame joué à Casablanca sur le cuirassé Jean Bart (textes de chants, photos, notes manuscrites)
- Ouvrage de l'Abbé Pierre paru aux Éditions du Seuil en 1958 : « Le message Emmaüs, la misère juge le monde où trouver la joie de l'homme ».

## ET

**Entrée (cote) :** 2003008

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1954-2002

**Importance matérielle :** 39 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Instrument de recherche :** bordereau

### Présentation du contenu :

- Affiches,
- Cassettes,
- Comptes rendus de réunions.

## RESTAURANTS DU COEUR (LES)

**Entrée (cote) :** 2001002 et 2004016

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1934-1939

**Importance matérielle :** 114 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** bordereau sommaire

### Notice historique :

Fondés par Coluche en 1985, les Restos du Cœur sont une association loi de 1901, reconnue d'utilité publique, sous le nom officiel de " les Restaurants du Cœur - les Relais du Cœur ". Son but est " d'aider et d'apporter une assistance bénévole aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire, par l'accès à des repas gratuits et par la participation à leur insertion sociale et économique, ainsi qu'à toute l'action contre la pauvreté sous toutes ses formes ". L'activité de l'association ne s'exerce que sur le territoire français métropolitain. La structure des Restos du Cœur, décentralisée, se compose d'une association nationale et de 113 associations départementales réparties dans 96 départements. L'association nationale est composée d'un conseil d'administration qui définit, depuis Paris, la politique des Restos du Cœur et d'un bureau élu qui la met en œuvre avec l'aide d'une équipe de permanents et de bénévoles.

L'association nationale regroupe un certain nombre d'activités centralisées, dont toutes les associations départementales bénéficient. Ainsi, elle assure les achats et l'approvisionnement dans les départements. Les denrées récupérées sont ensuite réparties par les associations départementales entre leurs centres de distribution. Elle apporte également l'appui technique et l'aide financière nécessaires aux actions d'aide alimentaire et d'aide à l'insertion ; assure la formation des bénévoles ; veille au bon fonctionnement des associations départementales, contrôle et consolide leurs comptes ; aide à la cohérence des actions des différents intervenants et à l'échange d'informations ; assure la communication générale des Restos (relations avec la presse nationale et internationale) et autorise les manifestations faites au nom ou au bénéfice des Restos du Cœur.

### Présentation du contenu :

- Organisation des réunions nationales,
- Notes de service,
- Brochures et bulletins d'information,
- Affiches et communiqués de presse pour le lancement de campagnes,
- Dossier des manifestations,
- Revues de presse,
- Correspondance.

## SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

**Entrées (cote) :** 1998020 et 2001021 et 2000055

**Niveau de description :** fonds

**Dates extrêmes :** 1933-1997

**Importance matérielle :** 430 unités documentaires (1998020), 26 photographies (2001021)

**Modalités d'entrée :** dépôt (1998020), don (2001021)

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation (1998020), librement communicable (2001021)

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT (1998020), non classé (2001021)

### Notice historique :

Fondé en 1922 par le 4e Congrès de l'Internationale communiste, le Secours rouge international se propose de "défendre les victimes de l'injustice et de la misère, où qu'elles se trouvent dans le monde". Des sections nationales sont créées, dont la section française en 1926, qui deviennent autonomes en 1936. La section française prend alors le nom de Secours populaire de France et des colonies. Son organe officiel est le journal La Défense. Pourchassée par les nazis durant l'Occupation, son activité de solidarité se poursuit néanmoins pendant la Résistance et cinquante-trois numéros de La Défense sont imprimés.

Après la Libération, le Secours populaire de France est fondé officiellement en 1945. Il est déclaré à la préfecture de police de Paris le 29 janvier 1945. Agréé comme association d'éducation populaire en 1983, reconnu d'utilité publique depuis 1985, grande cause nationale en 1991 et 1994, le Secours populaire français se définit d'abord

comme un rassemblement de personnes de bonne volonté, entrepreneurs, travailleurs, employés, demandeurs d'emploi, retraités, issues de tous horizons sociaux, politiques ou religieux. Les membres du Secours développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales. Sur le plan national, le secours populaire français est donc une union de quatre-vingt-dix-huit fédérations, forte du soutien de plus d'un million de donateurs sensibilisés par le mensuel *Convergence*, organe officiel de l'association. L'autre publication *Solidarité plus forte*, trimestrielle, est plus particulièrement destinée aux animateurs de l'association.

#### **Présentation du contenu :**

Les archives conservées sont celles de l'association sur le plan national.

Un cadre de classement spécifique a été créé pour servir de point d'ancrage aux recherches.

- Ont été classés, en premier lieu, les documents concernant la fondation, l'évolution et l'administration de l'association (congrès, commission financière, secrétariat, relations avec les autres niveaux de l'association etc.).

- Pour les documents se rapportant à l'objet même du Secours populaire (aide aux personnes les plus défavorisées en France et à l'étranger), il a été nécessaire d'adopter un classement de type documentaire.

La vocation et le domaine de compétence de cette association consistent en :

- aider matériellement et moralement les personnes les plus défavorisées en France ;
- répondre aux situations d'urgence sur le plan national et international ;
- mener à bien dans le Tiers Monde des programmes de développement ;
- apporter, avec la participation des "médecins du Secours populaire français", des aides médicales en France et à l'étranger.

Il est nécessaire de noter que la plupart de ces activités du Secours populaire français sont très décentralisées : régions, fédérations, comités, antennes sont partie prenante de l'ensemble du travail ce qui explique aussi le contenu des dossiers conservés à l'échelon national.

Le cadre de classement distingue, pour les opérations de solidarité en France, les grandes catégories concernées :

- hommes et femmes dont les droits ne sont pas respectés ou qui subissent des poursuites, des persécutions en raison de leurs opinions ;

- personnes âgées les plus démunies ;
- handicapés et inadaptés de tous âges ; victimes de l'accident et de la maladie ;
- enfants défavorisés ;
- victimes de la précarité et de la pauvreté ;
- victimes de sinistres et de catastrophes naturelles.

La solidarité internationale exercée par le Secours populaire français touche de multiples points du globe. Toujours présents dans les situations d'urgence, le Secours populaire français et les "médecins du Secours populaire français" prennent aussi une part très active dans l'aide au développement. Pour eux, défendre les droits de l'homme, aider les familles des persécutés reste une tradition. Les dossiers relatifs aux opérations de solidarité au-delà des frontières ont été classés par pays et par type :

- urgence, soit les interventions en cas de catastrophes et de sinistres ;
- développement, soit les programmes ayant comme axes principaux de nourrir, soigner et instruire ;
- intolérance, au-delà des démarches pour sauver des victimes de l'injustice, le Secours pense aussi toujours à leurs familles ;
- conflits armés.

#### **Bibliographie :**

« 50e anniversaire », numéro spécial de *Convergence*, 1995.

Noiret (G.). *Sur tous les tons, la solidarité*, Éditions Messidor, 1986.

Sanitas (J.). *Pour que demain soit plus humain*, Les éditions du pavillon, L'Harmattan, 1995.

## **2- Solidarité sociale :**

### **AC ! LILLE**

**Entrée (cote) :** 2002030

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1994-2002

**Importance matérielle :** environ 2 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** lettre d'intention de don

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Notice historique :**

Mouvement social.

**Présentation du contenu :**

Archives depuis la fondation :

- Publications, organisations de manifestations et d'actions,
- Courriers et lettres d'informations,
- Affiches, revues de presse,
- Comptes rendus,
- Relations avec le milieu national et les autres comités d'AC !

## AIDE AUX TRAVAILLEURS MIGRANTS. REGION NORD - ADATERELI

**Entrée (cote) :** 1994038

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1953-1993

**Importance matérielle :** 2 unités documentaires, une partie non classée

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice historique :**

L'ADATERELI est une association fondée en 1953 à l'initiative de patrons, destinée à gérer des foyers (400 lits) pour l'accueil des travailleurs migrants. Elle s'est beaucoup occupée de réfugiés du sud-est asiatique.

**Présentation du contenu :**

- Rapports d'activité,
- Fichiers individuels.

## MARIE-MADELEINE HALOT

**Entrée (cote) :** 2001033

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1958-1985

**Importance matérielle :** 0,40 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** fonds non classé

**Notice biographique :**

Marie-Madeleine Halot a été assistante sociale au Service social du travail de la région Nord. Créé en 1935, le SSTRN est une association loi 1901 financée par les entreprises adhérentes qui bénéficient ainsi des services des assistantes sociales mises à leur disposition par le SSTRN. En 1960, l'association employait 46 assistantes officiant dans 108 entreprises de la région. Marie-Madeleine Halot a réuni une intéressante documentation illustrant les débuts d'un service social en entreprise qui commence à prendre en compte tous les aspects de la vie professionnelle.

**Présentation du contenu :**

- Études de postes dans l'industrie textile (années 1960),
- Articles, conférences et études sur le travail en entreprise,
- Comptes rendus des assemblées générales du SSTRN.

# ASSOCIATIONS EDUCATIVES, DE RECHERCHES, DE LOISIRS ET CULTURELLES

## 1- Éducation/formation générale :

### UNION CORPORATIVE DES INSTITUTEURS

**Entrée (cote) :** 29 AS

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1934-1940

**Importance matérielle :** 1 unité documentaire, 0,20 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire numérique par F. Hildesheimer, 3 p.

#### **Notice historique :**

L'Union corporative des instituteurs est une association formée en 1935 entre les instituteurs et institutrices publics de France et des colonies « pour la défense de l'esprit patriotique dans l'enseignement primaire, ainsi que la promotion de l'école avec les familles et les métiers, comme du droit des instituteurs aux études classiques ». Elle est dissoute par la loi du 15 octobre 1940.

#### **Présentation du contenu :**

- Statuts,
- Assemblées générales,
- Listes de membres,
- Circulaires,
- Discours,
- Correspondance de la campagne pour l'unité syndicale (contre la CGT),
- Insignes et publications.

## 2- Éducation populaire :

### ROGER CLEMENT (Enfants de)

**Entrées (cotes) :** 2005018

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachements :** aucun

**Importance matérielle :** environ 3 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

#### **Notice Biographique :**

Militant chrétien, responsable du MPF puis du MLO.



# CULTURE ET LIBERTÉ NATIONAL

**Entrées (cotes) :** 2005021

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachements :** aucun

**Dates extrêmes :** 1943-2000

**Importance matérielle :** environ 20 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire numérique détaillé CAMT

## Notice historique :

Culture et liberté est une association nationale loi 1901 issue des Associations familiales ouvrières.

Officiellement et juridiquement, " Culture et Liberté " est une association récente : ses statuts ont été déposés au Journal Officiel le 25 juin 1970, après les travaux de son Assemblée Générale Constitutive des 6 et 7 juin ; mais ils n'ont vraiment été appliqués qu'après 1972.

Aussi, par rapport à l'ensemble du secteur des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire auquel elle appartient, " Culture et Liberté " fait donc partie des mouvements les plus " neufs ".

Cependant, de par ses origines, CEL se révèle être une association plutôt ancienne. En effet, elle est née de la fusion progressive, inhabituelle et non sans difficultés de deux mouvements bien plus anciens : le Centre de Culture Ouvrière (CCO), fondé à partir de l'Institut de Culture Ouvrière (ICO) de 1945 ; et le Mouvement de Libération Ouvrière (MLO) qui date de 1951. Ces deux structures sont issues de mouvements familiaux de la guerre et de l'immédiat après-guerre et ont pour origine commune la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne Féminine (JOCF) respectivement créées en 1926 et 1928 et qui deviendront un peu plus tard des branches de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (ACJF) née en 1886.

Après une histoire parsemée de problèmes et de réussites, comme tout à chacun, CEL fait aujourd'hui partie des 4 000 associations qui sont agréées " jeunesse - éducation populaire par le ministère de la Jeunesse et des Sports ".

Elle regroupe 16 Associations départementales adhérentes qui, pour une partie d'entre elles, incluent des associations locales.

Près de 15 000 participants sont concernés à travers les différentes actions qui se mènent au sein de CEL, qui compte plus d'un millier de bénévoles et 150 à 200 professionnels salariés dans l'ensemble des associations.

CEL est un mouvement et non une fédération, ce qui implique un fonctionnement en complète autonomie des différentes associations adhérentes, du point de vue de leur gestion et de leurs choix d'activités.

Leur inscription dans le mouvement CEL, au niveau national, est donc essentiellement motivée par la perspective de mutualisation et de confrontation de pratiques qui s'enracinent dans une approche d'éducation populaire.

Pour réaliser ces objectifs, le mouvement a mis en place différentes commissions autour des thèmes qui lui paraissent essentiels : la culture, l'information et la communication, l'international, la formation, et les finances.

Association pour le développement culturel et solidaire, Culture et Liberté se définit comme un mouvement généraliste. Sa finalité est d'accompagner l'émergence de capacités individuelles et collectives, en lien avec les milieux populaires, dans l'optique d'un développement solidaire. Ce qui relie les associations adhérentes et les personnes qui les animent, se sont les valeurs communes qui se déclinent dans des activités très variées :

Des actions de formation pour adultes auprès de publics différents (alphabétisation et lutte contre l'illettrisme avec des personnes immigrées ou d'origine françaises ne maîtrisant pas les savoirs de base ; insertion dans le cadre de différents dispositifs pour les personnes privées d'emploi ; citoyenneté et fonctionnement associatif avec les responsables d'associations et des bénévoles).

Des actions d'animation et de développement en milieu urbain et rural (action globale de quartier ; ateliers permanents ; accompagnement scolaire ; accueil et accompagnement social ; école de consommateurs).

Des actions d'information, de réflexion et d'échanges (ateliers philosophiques ; journées de réflexion ; colloques ; journaux locaux et nationaux ; études et actions expérimentales).

Le savoir-faire de CEL a été notamment reconnu par un certain nombre d'agréments :

- Éducation populaire (agrément Jeunesse et Sports du 18 mai 1973).
- Déclarée formation professionnelle continue.
- Agréée " Congés de formation économique, sociale et syndicale " dans le cadre du CCO (Nogent-sur-Marne).
- Agréée Formation économique des élus de CE et CHSCT.
- Agréée Congés Cadre Jeunesse.
- Agréée par divers fonds d'assurance formation (Uniformation, promofaf...).
- Tourisme social...

## Présentation du contenu :

- Assemblées générales et conseils d'administration,
- Bureaux départemental et régional,

- Congrès,
- Correspondance,
- Dossiers d'action.

## CULTURE ET LIBERTÉ NORD

**Entrée (cote) :** 1997037

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Importance matérielle :** environ 15 mètres linéaires

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** fonds non classé

**Notice historique :**

Culture et liberté Nord est une association départementale loi 1901 issue des Associations familiales ouvrières.

**Présentation du contenu :**

- Archives sur les activités de l'association.

## CULTURE ET LIBERTÉ PAS-DE-CALAIS

**Entrée (cote) :** 1997009

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1987-1993

**Importance matérielle :** environ 10 mètres linéaires

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** fonds non classé

**Notice historique :**

Culture et liberté Pas-de-Calais est une association départementale loi 1901 issue des Associations familiales ouvrières.

**Présentation du contenu :**

- Archives sur les activités de l'association.

## SERGE DILLIES

**Entrées (cotes) :** 1997042

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachements :** aucun

**Importance matérielle :** environ 3 mètres linéaires

**Conditions d'accès :** communicable avec autorisation

**Instrument de recherche :** fonds non classé

**Notice biographique :**

Serge Dillies est un militant de MLO et CEL.

**Présentation du contenu :**

- Archives personnelles.

## GROUPEMENT POUR LA RECHERCHE SUR LES MOUVEMENTS FAMILIAUX (GRMF)

**Entrées (cotes) :** 1997016

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachements :** aucun

**Dates extrêmes :** 1927-1994

**Conditions d'accès :** communicable avec autorisation

**Instrument de recherche :** versement accessible grâce à un bordereau sommaire

### Notice historique :

Le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux est créé en 1982 pour contribuer à l'histoire d'un ensemble d'associations issues de l'action catholique spécialisée qui ont, dès les années quarante, mis en place des actions familiales spécifiques à chaque milieu social. Selon une méthode originale, associant contractuellement des militants et des chercheurs professionnels, le Groupement développe des activités de recherche diverses (campagne d'archives, journée d'études, recueil de témoignages, etc.) dont les résultats principaux donnent matière aux *Cahiers du GRMF*.

### Présentation du contenu :

Archives personnelles de Robert Pottier liées à ses activités militantes :

- Archives sur les activités du GRMF,
- Archives du Mouvement populaire des familles (MPF) devenu Mouvement de libération du peuple (MLP),
- Documents concernant Culture et Liberté, le Mouvement de libération ouvrière (MLO), la Ligue ouvrière catholique (LOC),
- Papiers personnels de militants de ces associations en particulier archives de Georges Tamburini,
- Collections de périodiques et de brochures émanant de ces mouvements ou d'associations satellites.

## MAURICE LEROY

**Entrées (cotes) :** 1998002

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachements :** aucun

**Dates extrêmes :** 1940-1960

**Importance matérielle :** environ 0,5 mètres linéaires.

**Instrument de recherche :** fonds non classé

### Notice biographique :

Maurice Leroy a été un permanent régional du MPF.

### Présentation du contenu :

- Documentation,
- Correspondance,
- Notes personnelles,
- Dossiers de stages,
- Dossiers sur la LOC avant 1945,
- Livres de compte.

## PEUPLE ET CULTURE

**Entrée (cote) :** 1991016

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1980-1980

**Importance matérielle :** 3 unités documentaires

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice historique :**

Peuple et culture est une association loi 1901 d'éducation populaire.

**Présentation du contenu :**

• Cassettes vidéo (« Patrimoine industriel », s.d., « Boulevard fosse 5 », s.d. : « Le Pile hier, le Pile aujourd'hui, mais le Pile demain ? », 1980).

## ROBERT POTTIER

**Entrées (cotes) :** 1997024

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachements :** aucun

**Dates extrêmes :** 1950-1973

**Conditions d'accès :** communicable avec autorisation

**Instrument de recherche :** fonds non classé

**Notice biographique :**

Robert Pottier a été militant au sein des associations « Mouvement populaire des familles - Mouvement de libération ouvrière ».

**Présentation du contenu :**

Archives personnelles de Robert Pottier liées à ses activités militantes :

- Collection reliée de *Libération du monde ouvrier*, qui devient *Vie populaire* à partir de 1955,
- Archives témoignant de la participation de Robert Pottier aux activités de la Confédération nationale des associations populaires familiales.

**Bibliographie :**

Joseph DEBES, *Naissance de l'Action catholique ouvrière*, les Éditions ouvrières, 1982.

Pierre PIERRARD, *L'Eglise et les ouvriers en France, 1940-1990*, Hachette, 1991.

Jacques PREVOTAT, *Être chrétien en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Le Seuil, 1999.

Françoise RICHOU, *La Jeunesse ouvrière chrétienne. Genèse d'une jeunesse militante*, L'Harmattan, collection "Logiques sociales", 1997.

"Vingt ans de luttes ouvrières et familiales, 1940-1960. Le mouvement populaire des familles dans le Nord-Pas-de-Calais. Espoirs et réalisations", *Les Cahiers du GRMF*, n°5, 1988.

Robert WATTEBLED, *Stratégies catholiques en monde ouvrier dans la France d'après-guerre*, les Éditions ouvrières, collection "Eglise sociétés", 1990

## TRAVAIL ET CULTURE – TEC

**Entrée (cote) :** 1991019

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1984-1984

**Importance matérielle :** 2 unités documentaires

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice historique :**

Travail et culture est une association loi 1901 d'éducation populaire fondée en 1977. Elle s'attache à lutter contre la ségrégation culturelle, à rapprocher l'art du peuple et à défendre la création artistique, littéraire, scientifique. Tout d'abord association de prestations culturelles au service des comités d'entreprise, elle est devenue un Centre de recherche, d'innovation artistique et culturelle (CRIAC) du monde du travail.

**Présentation du contenu :**

- Cassettes vidéo (« Demain, les robots ? », 1984 ; « Ceci n'est pas un », s.d.).

## TRAVAIL ET CULTURE – TEC/CRICAC

**Entrée (cote) :** 2000028

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1991-1999

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** librement communicable

### Notice historique :

Travail et culture est une association loi 1901 d'éducation populaire fondée en 1977. Elle s'attache à lutter contre la ségrégation culturelle, à rapprocher l'art du peuple et à défendre la création artistique, littéraire, scientifique. Tout d'abord association de prestations culturelles au service des comités d'entreprise, elle est devenue un Centre de recherche, d'innovation artistique et culturelle (CRIAC) du monde du travail.

### Présentation du contenu :

• Dossiers documentaires et cassettes audio relatifs au cycle "Mémoire de lieux : comment s'écrit le monde du travail en Europe ?" élaboré et organisé par l'association Tec/Criac ont été déposés par Tec/Criac en 2000. Ce cycle comprend neuf rencontres (de novembre 1991 à mars 1994) et un colloque (25 et 26 avril 1996).

## 3- Recherches en sciences sociales :

### COMITE REGIONAL D'HISTOIRE DE LA SECURITE SOCIALE

**Entrée (cote) :** 1993010

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1930-1992

**Importance matérielle :** 94 unités documentaires

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

### Notice historique :

Le Comité régional Nord-Pas-de-Calais d'histoire de la sécurité sociale est créé en 1985, dans le cadre de la mise en place d'un Comité national d'histoire de la Sécurité sociale par arrêté du 9 mars 1973. Des associations analogues existent dans d'autres régions.

Présidé lors de sa création par le professeur Trénard, ce comité se donne pour but d'élaborer l'histoire régionale de la sécurité sociale, d'étudier les formules institutionnelles ou non qui l'ont précédée, d'en suivre les évolutions à venir, de procéder à des études de toute nature sur ces sujets, de susciter des études et recherches. Il édite un bulletin intitulé *Prévoyance sociale - Passé et présent*.

### Présentation du contenu :

Archives administratives (1985-1992) et bibliothèque :

• Archives administratives : copie des statuts et coupures de presse concernant la création et la vie du comité ; procès-verbaux de réunions, listes de membres du conseil d'administration., des assemblées générales, du bureau ; coupures de presse, circulaires et procès-verbaux de réunions concernant l'antenne locale de Valenciennes ; correspondance, rapports, documents divers, résultant de relations avec d'autres organismes ; documents concernant la participation à des congrès ou colloques, notamment les congrès nationaux des sociétés savantes ; listes et tableaux de répartition des adhérents ; nombreux documents relatifs à la publication du bulletin *Prévoyance sociale* ; documents comptables.

• Bibliothèque : elle comprend une trentaine de livres, brochures, mémoires, guides, annuaires, cours de formation, recueils de lois concernant la protection sociale et les sciences sociales (1930-1992), ainsi que des collections incomplètes de périodiques concernant les mêmes thèmes (1965-1992).

## COMITE REGIONAL NORD PAS DE CALAIS D'HISTOIRE DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA PROTECTION SOCIALE

**Entrée (cote) :** 2002027  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1989-2000  
**Importance matérielle :** 2 unités documentaires  
**Modalités d'entrée :** dépôt  
**Conditions d'accès :** communicable sous autorisation

### Présentation du contenu :

- Mémoires et études sur l'histoire de la protection sociale,
- Dossiers sur l'historique et la vie de l'Association,
- 10 dossiers de préparation de communication aux congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques.

## GROUPE DE RECHERCHES HISTORIQUES DE LA CROIX-ROUGE FRANCAISE

**Entrée (cote) :** 1996015  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1979-1995  
**Importance matérielle :** 5 unités documentaires  
**Conditions d'accès :** librement communicable  
**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Présentation du contenu :

- Documents sur l'activité des conductrices-ambulancières pendant la Seconde Guerre mondiale et la période de la décolonisation.

## 4- Recherches en sciences politiques :

### CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LES MOUVEMENTS TROTSKYSTES REVOLUTIONNAIRES INTERNATIONAUX - CERMTRI

**Entrée (cote) :** 1993015  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1949-1990  
**Importance matérielle :** 129 unités documentaires  
**Modalités d'accès :** communicable suivant les délais légaux

### Notice historique :

Constitué en 1978 à l'initiative de militants de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskistes révolutionnaires internationaux (CERMTRI) est une association de type loi 1901 qui recueillit d'abord les archives centrales de l'OCI auxquelles sont venus s'ajouter les fonds confiés par les militants.

Le CERMTRI dispose d'une bibliothèque de 4 000 volumes, riche en revues du mouvement ouvrier. Les archives proprement dites sur le mouvement trotskiste en France émanent de la Ligue communiste et de différents groupes d'inspiration trotskiste.

**Présentation du contenu :**

- Collections de revues, de tracts des confédérations syndicales (CGT, CGT-FO, CFDT),
- Comptes rendus du conseil d'administration et revues émanant de la Régie nationale des usines Renault.

## 5- Recherches en sciences économiques :

### **ASSOCIATION DU SOUVENIR DE FERDINAND DE LESSEPS ET DU CANAL DE SUEZ**

**Entrée (cote) :** 2000042

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1847-1993

**Importance matérielle :** 31 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Notice historique :**

Recherches sur Ferdinand de Lesseps et le Canal de Suez

**Présentation du contenu :**

- *Bulletins du souvenir*,
- Correspondance, lettres autographes de Th. A. de Lesseps,
- Articles de presse et documentation sur le canal de Suez et sur Ferdinand de Lesseps,
- Dossiers préparatoires aux AG, rapports et PV d'AG, dossiers de séances des CA,
- Statuts de l'Association, historique
- Archives concernant l'activités de l'Association.

## 6- Tourisme social :

### **ASSOCIATION TOURISME EN ESPACE RURAL**

**Entrée (cote) :** 2002010

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** Aucun

**Dates extrêmes :** 1970-2000

**Importance matérielle :** environs 6,50 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** Lettre de don

**Conditions d'accès :** suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** listing fait par l'Association

**Notice historique :**

Association type loi de 1901 dont le but est de promouvoir le tourisme en espace rural. Elle intervient notamment dans le choix des sites à aménager, dans la publicité, dans la mise en place des services d'informations et de réservations...

**Présentation du contenu :**

- Documentation juridique générale,
- Documentation imprimée de l'Association (Études, colloques, enquêtes),

- Archives historiques de l'Association (Statuts, listes des membres, réunions statutaires, AG, CA),
- Pièces comptables (Livres de comptes, relevés bancaires, bulletins de paie).

## VACANCES LOISIRS FAMILLE

**Entrée (cote) :** 1996018

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1969-1996

**Importance matérielle :** 23 unités documentaires

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice historique :

Vacances loisirs famille est une association créée le 7 novembre 1969. Son rôle consiste à promouvoir le tourisme social et à gérer des centres familiaux de vacances, le développement du camping, des voyages et toute autre activité de loisirs. Cette association est une fédération qui a regroupé une quarantaine d'associations.

La fédération connaît des problèmes internes entre 1970 et 1974 : il est alors question de fonder une nouvelle confédération. De plus, elle est confrontée au départ de plusieurs associations en 1974 et 1987.

Faute de financements suffisants, la présidente de la fédération, Anne-Marie Vacher, décide de procéder à la dissolution de Vacances loisirs famille, chaque association membre reprenant son autonomie en 1996.

### Présentation du contenu :

- Statuts,
- Procès-verbaux d'assemblées générales,
- Procès-verbaux du conseil d'administration,
- Comptes rendus de bureau,
- Relations avec les adhérents,
- Photographies,
- Affiches.

## 7- Socio-culturelle :

### FEDERATION NATIONALE DES FOYERS RURAUX - FNFR

**Entrée (cote) :** 97 AS

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1930-1993

**Importance matérielle :** 754 unités documentaires, 90 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire numérique détaillé par Y. Lanhers

### Présentation du contenu :

- Archives des congrès, conseils d'administration, commissions et groupes de travail,
- Fonctionnement de l'association,
- Dossiers des associations adhérentes,
- Dossiers d'actions culturelles,
- Archives du Centre socioculturel d'Alenya (association des Pyrénées orientales dissoute en 1991).



# ASSOCIATIONS ECONOMIQUES ET PROFESSIONNELLES

## 1- Économique :

### ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE FRANCAISES (AIAF)

**Entrée (cote) :** 27 AS

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1883-1965

**Importance matérielle :** 14 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire numérique par I. Guérin-Brot, 7 p.

#### **Notice historique :**

Fondée en 1878 à l'initiative du syndicat des industriels textiles, l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises regroupait dès l'origine les représentants des principales branches industrielles, telles que la métallurgie, les houillères, la construction mécanique, l'armement et la construction maritime et les produits chimiques. Elle se donnait comme objectifs de « contribuer à la défense du travail national et au développement de la production française sous toutes ses formes » ; il s'agissait en premier lieu pour ce groupement de « réagir contre la politique libérale instaurée par le Second Empire » et de promouvoir une politique de relèvement des tarifs douaniers destinée à favoriser la production. L'alliance de l'Association avec les syndicats de l'agriculture réalisée en 1892 devait l'aider à atteindre cet objectif, et, sous la présidence de Méline, ministre de l'Agriculture, son influence fut déterminante dans la mise en œuvre d'un régime protectionniste. L'Association jouait un rôle important dans l'économie française et son action s'étendait aux problèmes sociaux et aux questions fiscales. Elle s'efforçait de soutenir les intérêts des producteurs et y parvenait grâce à son influence sur les commissions parlementaires, ses contacts avec les services techniques des ministères et ses liens avec les milieux de la presse. Après la Première Guerre mondiale et la création, en 1919, de la Confédération générale de la production française (CGPF), son rôle va décroître au profit de ce nouvel organisme, et elle se spécialisera dans l'étude des questions douanières et des conventions commerciales. Elle s'intitule alors « organisme technique de la CGPF » et continue de défendre une doctrine protectionniste. L'AIAF s'efforcera de revivre, après la guerre de 1939-1945, grâce à une subvention du Conseil national du patronat français (CNPF), mais ses attributions seront limitées à l'information. En 1954, elle essaiera à nouveau de jouer un rôle comme organisme de liaison entre les groupements agricoles et industriels et de démontrer la nécessité d'une action commune, à l'agriculture et à l'industrie, en particulier dans le domaine des tarifs douaniers. Cette spécialisation ne devait pas lui permettre d'éviter de faire double emploi avec les grands syndicats patronaux, et devant la modicité de ses ressources l'assemblée générale du 18 janvier 1961 prononcera sa dissolution.

De 1936 à 1939, l'Association de l'industrie et de l'agriculture françaises avait assuré la gestion du Bureau des renseignements et d'études des transports industriels et commerciaux (BRETIC)<sup>2</sup>, fondé en 1923 par divers groupements industriels, en entente avec les chemins de fer et les compagnies de navigation.

#### **Présentation du contenu :**

- Statuts ;
- Assembles générales ;
- Comités directeurs ;
- Commission d'action économique et douanière ;
- Études et documentation ;
- Comptabilité ;
- Personnel ;

<sup>2</sup> Association fondée le 17 février 1923 pour « l'étude des moyens propres à faciliter et à développer les transports et le transit des marchandises, à l'entrée et à la sortie de France, par rails, canaux et navires français ».

• BRETIC.

27 AS 1-2	Statuts, assemblées générales, dîners, débats, déclarations officielles.	1883-1965
27 AS 3-4	Comité directeur (lacunes).	1916-1951
27 AS 5	Commission d'action économique et douanière.	1921-1925
27 AS 6-7	Correspondance.	1927-1961
27 AS 8-9	Etudes et documentation imprimée.	1932-1957
27 AS 10-11, 13	Membres et présidents.	1884-1961
27 AS 12	Comptabilité.	
27 AS 14	Personnel, 1936-1960. BRETIC, 1936-1941.	1936-1960

## ASSOCIATION FRENCH LINES (LE HAVRE)

**Entrée (cote) :** 2003011

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1900-1968

**Importance matérielle :** 0,20 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable sous autorisation

**Notice historique :**

Il s'agit d'une association exerçant dans le domaine de la marine marchande.

**Présentation du contenu :**

Archives personnelles de la carrière d'Eugène Pian, officier télégraphiste au sein de la compagnie générale transatlantique.

## ASSOCIATION NATIONALE DES PORTEURS DE VALEURS MOBILIERES

**Entrée (cote) :** 206 AQ et 2004039

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1870-1964

**Importance matérielle :** 120 unités documentaires ; 12,50 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire numérique par V. Dignac, 4 p.

**Présentation du contenu :**

• Dossiers de documentation réunis par l'Association nationale des porteurs de valeurs mobilières, composés essentiellement de coupures de presse concernant l'actualité économique et financière, classées par pays pour les années 1870-1920.

**Sources complémentaires :**

65 AQ, Documentation imprimée sur les entreprises, constituée à partir d'un premier don de l'Association des porteurs de valeurs mobilières.

## ASSOCIATION NATIONALE DU MARKETING - ADETEM

**Entrée (cote) :** 214 AQ

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1948-1980  
**Importance matérielle :** 45 unités documentaires, 5 mètres linéaires  
**Modalités d'entrée :** dépôt de l'ADETEM  
**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation  
**Instrument de recherche :** répertoire par E. Markou et V. Dignac, 57 p.

**Présentation du contenu :**

Les restructurations et les déménagements intervenant dans le secteur du marketing ont fourni l'opportunité de déposer aux Archives nationales, par l'intermédiaire de l'Association nationale du marketing (ADETEM), des études désormais dépourvues d'utilisation commerciale effective.

Réalisées dans les années 1950-1980, celles-ci concernent principalement les grands secteurs de l'alimentation, le bâtiment et l'habitat, le commerce, la communication, l'emballage, l'entretien, l'habillement, l'hygiène et la santé, les loisirs, la presse, les transports.

## 2- Professionnelle :

### ASSOCIATION DE PATRONAGE DES OUVRIERS CHINOIS EN FRANCE

**Entrée (cote) :** 47 AS  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1921-1940  
**Importance matérielle :** 27 unités documentaires  
**Modalités d'entrée :** dépôt  
**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation  
**Instrument de recherche :** G. Barman et N. Dulioust, *Etudiants-ouvriers chinois en France, 1920-1940. Catalogue des archives*, Paris, 1981 (Centre de recherche et de documentation sur la Chine contemporaine. Ecole pratique des hautes études en sciences sociales)

**Notice historique :**

La Société franco-chinoise d'éducation (SEFC) est fondée en 1916 pour encourager les Chinois venus en France à faire des études financées par leur travail. En 1921, elle se heurte à de graves difficultés financières. C'est alors qu'est créé un Comité franco-chinois de patronage (CFC) qui se donne pour objectif de placer les étudiants-ouvriers chinois et d'assurer l'apurement de la situation financière. En 1922 le CFC fusionne avec l'Association amicale franco-chinoise (AAFC), fondée en 1906, avec pour objectif, tout en continuant le patronage d'étudiants-ouvriers, d'encourager la venue en France d'une élite sélectionné et de promouvoir les relations amicales franco-chinoises. L'AAFC cesse ses activités en 1940.

**Présentation du contenu :**

- Les archives conservées concernent essentiellement la période 1921-1927 et proviennent pour l'essentiel du CFC qui a hérité d'une partie de celles de la SEFC,
- Les documents postérieurs à 1923 viennent de l'AAFC.

47 AS 1	Documents administratifs généraux : statuts, comptes rendus d'activité, bulletins, états nominatifs et dossiers d'étudiants, listes d'établissements accueillant des étudiants-ouvriers.	1921-1940
47 AS 2-7	Dossiers des établissements d'enseignement ayant accueilli des étudiants-ouvriers.	1921-1927
47 AS 8-18	Dossiers des entreprises et employeurs ayant accueilli des étudiants-ouvriers ou sollicités dans ce but.	1921-1927
47 AS 19	Attestations individuelles ou collectives de la qualité d'étudiant-ouvrier délivrées par la SEFC, lettres (en chinois).	1921
40 AS 20-27	Reçus de secours financiers distribués par la légation de Chine à Paris aux étudiants-ouvriers (en chinois et en français).	1921

## ASSOCIATION DES ANCIENS DE FINALENS A DOUVRIN

**Entrée (cote) :** 2003068

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1942-1980

**Importance matérielle :** 0,10 mètres linéaires d'archives papiers + 286 unités photographiques

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Notice historique :**

Association s'investissant dans le domaine de la chimie.

**Présentation du contenu :**

- Photographies avec commentaires des établissements et des matériels Finalens,
- Photographies des ateliers, des laboratoires et du personnel.

## M LEVENT (ERGONOMIE)

**Entrée (cote) :** 2004044

**Modalités d'entrée :** don

**Notice historique :**

Association pour l'ergonomie.

## SERVICE D'INFORMATION, DE LIAISON ET DE DOCUMENTATION SUR L'APPRENTISSAGE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE - SILDA

**Entrée (cote) :** 1995016

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Importance matérielle :** fonds non classé

**Conditions d'accès :** librement communicable pour les documents antérieurs à 1970

**Notice historique :**

Le SILDA est une association d'information sur la formation professionnelle et l'apprentissage (anciennement SIDA), fondée en 1952 pour fournir aux entreprises adhérentes des informations générales, juridiques et thématiques.

**Présentation du contenu :**

- Collection de bulletins et publications du SILDA,
- Livres et revues,
- Quelques dossiers sur l'origine du SILDA.

## SOCIETE POUR L'ENCOURAGEMENT DES ASSOCIATIONS OUVRIERES

**Entrée (cote) :** 32 AS

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1848-1849

**Importance matérielle :** 1 unité documentaire

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Notice historique :**

La Société pour l'encouragement des associations ouvrières, créée le 10 juillet 1848 pour répartir un crédit d'aide aux associations ouvrières, constitue un exemple remarquable de l'ambiance quarante-huitarde.

**Présentation du contenu :**

- Procès-verbaux des réunions avec table des associations contactées.

# ASSOCIATIONS CIVIQUES ET POLITIQUES

## 1- Civique :

### CONFEDERATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS POPULAIRES FAMILIALES – CNAPF & CONFEDERATION SYNDICALE DU CADRE DE VIE - CSCV

**Entrées (cotes) :** 1998001 et 2001023

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** sous-fonds rattachés de l'Union locale d'Halluin de la Confédération syndicale du cadre de vie - CSCV

**Dates extrêmes :** 1956-1980

**Importance matérielle :** environ 18 mètres linéaires (1998001) et 1 mètre linéaire (2001023)

**Modalités d'entrée :** dépôts

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** bordereau sommaire (2001023), fonds non classé (1998001)

#### **Notice historique :**

La Confédération nationale des associations populaires familiales a été créée en 1952 pour défendre et améliorer les conditions de vie des familles modestes et accompagner le grand mouvement de reconstruction de logements de l'après-guerre. Elle devient la Confédération syndicale du cadre de vie en 1975. La CSCV est une association nationale loi 1901 issue des Associations familiales ouvrières. Elle est successivement agréée comme association de consommateurs, de protection de l'environnement, puis comme association éducative complémentaire de l'enseignement public. En 1999, la CSCV prend le nom de Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV).

#### **Présentation du contenu :**

- Correspondance,
- Dossiers de journées d'étude,
- Procès-verbaux du conseil d'administration,
- Procès-verbaux des assemblées générales,
- Statuts,
- Documentation,
- Dossiers sur le droit des femmes,
- Dossier sur les prestations familiales,
- Comptes rendus des assemblées générales et conseils d'administration de la fédération du Nord.

#### **Sources complémentaires :**

**2001019 Union local d'Halluin de la confédération syndicale du cadre de vie – CSCV :** niveau de description : sous-fonds ; fonds de rattachement : Confédération nationale des associations populaires familiales – CNAPF ; dates extrêmes : 1976-1996 ; importance matérielle : 14 unités documentaires ; modalités d'entrée : dépôt ; conditions d'accès : communicable suivant les délais légaux ; instrument de recherche : répertoire numérique CAMT (La Confédération syndicale du cadre de vie a succédé en 1975 à la Confédération nationale des associations populaires familiales. Elle compte près de 500 unions locales, départementales et régionales réparties sur tout le territoire français. L'union d'Halluin -Roncq est implantée depuis les années 1970 dans plusieurs villes de la vallée de la Lys, intervenant fréquemment pour la défense du cadre de vie envisagé sous ses aspects les plus divers, comme le logement, la santé, l'école, l'environnement, la consommation et la fiscalité : archives correspondance ; documentation ; comptes rendus de réunions du bureau ; dossiers thématiques).

### CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES

**Entrée (cote) :** 1998010

**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** pour l'essentiel documents postérieurs à 1970  
**Importance matérielle :** fonds non classé, environ 10 mètres linéaires.  
**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais indiqués dans le contrat

**Notice historique :**

La Confédération syndicale des familles est une association nationale loi 1901 issue des Associations familiales ouvrières.

**Présentation du contenu :**

- Procès-verbaux des assemblées générales,
- Bulletins,
- Dossiers d'actions,
- Collection de *Monde ouvrier*.

## LES AMIS DU 68

**Entrée (cote) :** 2002058 et 2003005

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1950-1970

**Importance matérielle :** 21 unités documentaires pour le 2002058

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Instrument de recherche :** inventaire pour le 2002058, bordereau de versement pour le 2003005

**Notice historique :**

Presse chrétienne.

**Présentation du contenu :**

- Périodiques chrétiens « la quinzaine » et « la lettre » et compléments.

## MOUVEMENT DE LA PAIX DU NORD

**Entrée (cote) :** 2001011

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1949-1998

**Importance matérielle :** 6 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** fonds non classé

**Notice historique :**

Le Mouvement de la paix est créé en 1949 pour lutter contre le développement des armes nucléaires. Le premier Congrès mondial de la paix se tient en avril 1949 à Paris, sous la présidence de Frédéric Joliot-Curie, le second à Varsovie en novembre 1950. A l'origine étroitement lié au communisme soviétique, le Mouvement de la paix s'oppose à la guerre de Corée et au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. Son activité s'est diversifiée après l'effondrement du bloc communiste.

**Présentation du contenu :**

- Dossiers thématiques,
- Dossiers de presse,
- Pétitions,
- Correspondance,
- Comptes rendus de réunions,
- Périodiques (Peace Courier, Peace News, Temps nouveaux : hebdomadaire soviétique d'information).

## RADIO CANAL SAMBRE

**Entrée (cote) :** 1991015

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1950-1975

**Importance matérielle :** 29 cassettes audio

**Modalités d'entrée :** achat du CAMT

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice historique :

Radio Canal Sambre est une radio locale qui émet dans le bassin de la Sambre.

### Présentation du contenu :

Ce versement consiste en un lot de 29 cassettes audio enregistrées par le syndicaliste Albert Maton. Il s'agit de témoignages de sa vie, à Sous-le-Bois, Maubeuge. Cette série est une réalisation de Radio Canal Sambre à Aulnoye.

1991015001 L'histoire d'une région (le Nord, bassin de la Sambre, Maubeuge) à travers la vie d'un 1990  
homme : Albert Maton, entretiens (29 cassettes)

### Biographie :

Albert Maton, à plusieurs reprises député communiste du bassin de la Sambre durant les Trente glorieuses, fut également militant syndicaliste à la CGT. Il est donc à ce titre une figure importante de l'après guerre dans cette région et ses témoignages oraux constituent une précieuse source historique.

## RADIO CANAL SAMBRE

**Entrée (cote) :** 1995066

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1899-1981

**Importance matérielle :** 29 unité documentaire

**Conditions d'accès :** communicable suivant délais légaux, reproduction soumise à autorisation

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice historique :

Radio Canal Sambre est une radio locale qui émet dans le bassin de la Sambre.

### Présentation du contenu :

Ce versement contient un ensemble de cassettes audio, de bandes magnétiques et de retranscriptions manuscrites des émissions « Mémoire vivante » de Radio Canal Sambre et des cassettes vidéo des rushes du tournage du film « le Maîtres du feu » de Guy Thomas, sur la friche de Cockerill à Haumont.

## 2- Politique :

## LIBERTE [JOURNAL]

**Entrée (cote) :** 1998013

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1947-1988

**Importance matérielle :** 1077 unités documentaires



**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice historique :**

En 1943, dans la clandestinité à Saint-Quentin, des dirigeants du Parti communiste français de la région Nord-Pas-de-Calais décident au cours d'une réunion de la nécessité d'un quotidien communiste pour les deux départements. Le Comité départemental de Libération de Lille autorise en mars 1944 le parti communiste, à éditer dans la région, un quotidien régional dont le titre est Liberté. Dans la nuit du 4 au 5 septembre 1944, des presses du Grand Écho, journal de la collaboration qui avait accepté de paraître sous l'occupant, sort la première édition de Liberté. L'équipe de rédaction comprend des militants communistes sortis, sans formation, de la clandestinité et un seul journaliste professionnel, Pierre Delon.

Dès les premiers jours, Liberté est au coeur de toutes les luttes ouvrières de la région et prend parti sur les grands événements en France comme à l'étranger.

En 1958, une première grande crise financière frappe le journal. Pour faire face à la situation, des éditions locales furent supprimées.

En 1959, Liberté se lance cependant dans un nouveau créneau : le magazine. Celui-ci paraît le samedi, donnant ainsi davantage de possibilité pour la diffusion militante.

En 1977-78 est lancée la campagne de souscriptions des "Cent millions" pour la modernisation de Liberté. Un important investissement est consacré à l'enrichissement du contenu et à l'augmentation du capital.

En 1980, l'imprimerie passe progressivement à la photogravure, et en 1981, à la photocomposition. En 1985, Liberté paraît en format tabloïd ; l'informatisation de la rédaction débute en 1987.

Après des dépôts de bilan en 1985 et 1989, la liquidation judiciaire est prononcée par le Tribunal de la chambre de commerce de Lille. Le dernier numéro du quotidien Liberté paraît le 7 juillet 1992 sous le titre "Ce n'est qu'un au revoir".

**Présentation du contenu :**

• Collection du journal Liberté (éditions de Lille, Valenciennes, Maubeuge, Cambrai, Roubaix, Douai, Arras, Lens, Béthune, Boulogne, des Flandres).

## MARX (ESPACE)

**Entrée (cote) :** 1998013

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1947-1988

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** Inventaire effectué par Lylian Pothron, secrétaire de documentation, et François Lefebvre, agent technique.

**Notice historique :**

L'Espace Marx (6 bis rue Salengro - 59260 - Hellemmes) a, en partie, pour tâche de conserver et de mettre en valeur le patrimoine archivistique du PCF.

**Présentation du contenu :**

Lorsqu'en 1992 le quotidien *Liberté*, organe des Fédérations communistes du Nord et du Pas-de-Calais, cessa de paraître, les directions communistes comprirent la nécessité de sauvegarder l'ensemble des collections du journal dont la plupart était introuvable. En effet, seule l'édition lilloise pouvait être consultée à la bibliothèque de Lille ou aux Archives départementales; les pages locales des autres arrondissements étaient introuvables, aucune bibliothèque, aucun service d'archives municipales ne les avait conservées.

Pendant six ans ces archives demeurèrent entreposées à l'Espace Marx de Lille, 6 bis rue Salengro à Hellemmes, dont une des tâches est de conserver et de mettre en valeur le patrimoine archivistique du PCF. Faute de place, de moyen, de matériel et de personnel, l'Espace Marx ne pouvait les mettre à la disposition du public.

Dès 1997, la Fédération du Nord du Parti communiste français souhaite mettre en dépôt auprès du Centre des archives du monde du travail l'ensemble de cette vaste collection qui couvre, de 1947 à 1988, près de cinquante années d'histoire sociale, économique, politique, culturelle et sportive de notre région. Tout en demeurant propriétaire de ce fonds, la Fédération du Nord du PCF met ainsi à la disposition des chercheurs, dans le cadre d'un service public de haute qualité, un précieux corpus de documents, leur permettant de mieux appréhender l'histoire régionale.

Avant de laisser mon ami et camarade René Gabrelle présenter brièvement ce que furent les principales étapes de l'histoire de ce journal, j'aimerais en quelques mots en signaler les spécificités. Dès la Révolution française de 1789, à Paris et dans notre région, le mouvement populaire initia la parution de feuilles et de journaux. Mais il faudra attendre la fin du siècle dernier et le début de celui-ci pour que, de façon cohérente et durable, des journaux ouvriers apparaissent et structurent le mouvement social, alors qu'à Paris et dans d'autres grands centres industriels, de telles publications existèrent dès le milieu du siècle dernier.

Déjà vers 1890, le *Réveil du Nord*, organe radical-socialiste fortement influencé par la Libre Pensée, accueillait fréquemment des éditoriaux ou articles rédigés par des responsables syndicaux, des rubriques commentant les luttes nées du mouvement social ou décrivant la vie des travailleurs. Dès le tournant du siècle, les premiers organes du mouvement ouvrier commencent leur vie difficile : ainsi se diffusèrent les éphémères feuilles de l'anarcho-syndicaliste Broutchoux, la *Bataille socialiste de Roubaix* ou la *Voix des mineurs* née en 1907. Il faudra attendre 1920 et la création du Parti communiste pour qu'enfin le mouvement ouvrier du Nord-Pas-de-Calais puisse avoir à sa disposition un organe régional ouvrier hebdomadaire ou parfois bihebdomadaire. De septembre 1939 à septembre 1944, ce journal deviendra clandestin.

A la Libération, il reparaitra au grand jour sous le nom de *Liberté*. Le Parti communiste français fut, sans aucun doute, le seul parti à investir fortement dans une presse régionale qui servit de lien entre la direction et l'ensemble des militants, de moyen de diffuser sa pensée et ses mots d'ordre. Bénéficiant de très peu de publicité, *l'Enchaîné*, puis *Liberté* eurent toujours une vie précaire et difficile.

Je me souviens que lors d'un entretien, Robert Leblond, dirigeant syndicaliste de l'usine de Fives, me racontait que dans sa jeunesse un des fondateurs de la Fédération communiste du Nord, Clothaire Delourme, instituteur à Hellemmes, rédigeait certains de ses articles lors des études du soir; parfois il demandait à ses élèves, fils de militants communistes ou sympathisants, de porter le journal dans leur famille.

En effet, malgré les abonnements et la présence du journal dans les kiosques, la diffusion de *Liberté* et de *l'Enchaîné* fut avant tout une œuvre quotidienne ou hebdomadaire de militantisme. Elle se structura au lendemain de la guerre par la création des comités de défense de *l'Humanité* créés dans les années 30.

Les militants communistes ne doivent pas seulement diffuser cette presse. Comme en Union soviétique les "Rapcours" (correspondants ouvriers) faisaient parvenir à la Pravda des articles sur la vie dans leur entreprise, de même, les secrétaires de section ou de cellule du PCF adressaient à *l'Enchaîné* ou à *Liberté* des brèves sur la vie de leur lieu de travail ou de leur quartier. Le journal se nourrit ainsi des coups de gueule ou de blues de ces journalistes improvisés et bénévoles, qui, aux côtés de la Rédaction, travaillèrent sous la houlette de Pierre Lelong, André Pierrard, Jean-Marie Fossier, Jacques Estager, Georges Delbarre et enfin Jean-Marie Derricq, tour à tour rédacteurs en chef; pendant une dizaine d'années, Jean-René Dessage assumera la rédaction du magazine hebdomadaire *Liberté-Dimanche*. Le journal profitera aussi des liens tissés par le PCF avec le mouvement syndical ou les associations. *l'Enchaîné* puis *Liberté* vont donc être, sans doute plus que tout autre, les échos de la vie sociale si riche et si foisonnante de notre région.

Ajoutons enfin que la presse dont s'est doté le Parti communiste n'est qu'un des outils qui permirent la diffusion des idées révolutionnaires dans le Nord-Pas-de-Calais : distribution de tracts ou de journaux de cellules, multiples prises de paroles devant les usines ou dans les ateliers, affiches collées dans les quartiers populaires, diffusèrent les idées communistes, tout comme la lecture personnelle ou collective de *Liberté* ou de *l'Enchaîné*.

C'est avec émotion que j'ai feuilleté ces pages si riches de détails émouvants, qui permettent de mieux saisir la vie des hommes et des femmes de notre région, ces articles dont certains signataires ont aujourd'hui disparu alors que j'en retrouve d'autres dans la vie militante. Je me suis souvenu de ces premières ventes de masse que j'ai connues il y a vingt-deux ans lors de mon arrivée à Hautmont, des nombreux débats enfiévrés que suscitait la défense du journal. Aujourd'hui, *Liberté-Hebdo* que je feuillette chaque semaine reste l'héritier modeste de cette presse d'opinion. Autant comme chercheur que comme militant, je ne puis que me féliciter de l'accueil fait par le CAMT au dépôt de cette vaste collection. Ainsi chercheurs professionnels ou autodidactes issus du monde universitaire ou du monde du travail, pourront venir observer le fourmillement de ces pages si pleines de vie. (Pierre OUTTERYCK, Professeur agrégé d'histoire & Responsable des archives d'ESPACE-MARX).

# ASSOCIATIONS PHILOSOPHIQUES/IDEOLOGIQUES ET RELIGIEUSES

## 1- Philosophique/idéologique :

### GROUPES RENCONTRES

**Entrée (cote) :** 91 AS ou 2000007

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1958-1991

**Importance matérielle :** 22 unités documentaires, 2,50 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don par Jean Mialet, fondateur des Groupes de Rencontres en 1960

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire numérique par A.G. Bénard, 14 p.

#### Notice historique :

Association créée en 1960 à l'initiative d'anciens déportés du camp de Dora, les Groupes Rencontres se proposent d'organiser des débats, sur le modèle des salons du XVIII<sup>e</sup> siècle, afin d'éviter par le dialogue l'avènement de nouveaux conflits.

Une tentative d'extension vers la province au cours des années 1960 et 1970 ayant connu peu de succès, l'activité des Groupes Rencontres s'est centrée sur Paris. Les principales manifestations de l'association, organisées suivant le calendrier de l'année scolaire, sont l'organisation régulière de soirées débats, de colloques et de réunions plus restreintes (dîners, réunions d'animateurs).

#### Présentation du contenu :

- Organisation de l'association (statuts, réunions de bureau et conseil d'administration),
- Activités (soirées, débats, colloques, réunions d'animateurs, dîners civils et militaires),
- Correspondance,
- Comptabilité,
- Liaisons avec d'autres associations du même type,
- Documentation (notamment bulletins et comptes rendus des soirées débats).

#### Sources complémentaires :

91 AS ou 2000007 : Hommes et stratégies

### HOMMES ET STRATEGIES

**Entrée (cote) :** 91 AS ou 2000007

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1971-1980

**Importance matérielle :** 11 unités documentaires ; 1,20 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don par Jean Mialet, fondateur de l'association Hommes et Stratégies en 1971

**Conditions d'accès :** librement communicable

**Instrument de recherche :** répertoire numérique par V. Dignac, 4 p.

#### Notice historique :

L'Association Hommes et liberté (dans un premier temps Humanisme et stratégie) est fondée en 1971 par Jean Mialet, également fondateur des groupes Rencontres. Parmi les initiateurs du projet, on trouve le docteur Archier, directeur d'Eurequip, société de conseil s'appliquant aux entreprises industrielles et commerciales, dont les idées reposent sur le fait que les structures et l'organisation de nombreuses entreprises sont mal adaptées aux hommes qui les font vivre et anthropophages.

L'activité de l'association débute par l'organisation de séminaires pour mettre en œuvre le projet des structures d'accueil, de réflexion, d'incitation et d'assistance, appelées SIRIA. Celles-ci ont pour objectif de créer des organisations adaptées, des structures souples, capables de rassembler pour la réflexion et l'action des hommes de progrès. Elles s'inspirent donc à la fois d'Eurequip et des Groupes Rencontres.

#### **Présentation du contenu :**

91 AS 23	Statuts, assemblées générales, comptes rendus de réunions, notes et correspondance.	1971-1979
91 AS 24	Liste des membres et adhérents, subventions, financement, club des sariens, correspondance.	1971-1979
91 AS 25	Correspondance active et passive.	1971-1979
91 AS 26-32	Sessions des SARIA : notes, correspondance, documents de travail, comptes rendus, plaquettes.	1971-1980
91 AS 33	Travaux de recherches sur les stratégies de progrès, financés par le CNRS, projets de SARIA, études, contacts, relation avec la Fondation internationale pour l'innovation sociale.	1973-1980

#### **Sources complémentaires :**

**91 AS ou 2000007 : Groupes rencontres**

## **VIE NOUVELLE (LA)**

**Entrée (cote) :** 60 AS ou 2000006

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1947-1977

**Importance matérielle :** 221 unités documentaires, 21,50 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** librement communicable, sauf 60 AS 70-95 et 140-200 sur autorisation

**Instrument de recherche :** répertoire numérique par I. Lo, 22 p.

#### **Notice historique :**

L'histoire du Mouvement - "La Vie Nouvelle" peut avoir un quadruple intérêt :

- Pour l'histoire du passage des mouvements de jeunesse (particulièrement catholiques) des années 1920-1940 à la création par certains de leurs anciens dirigeants et. Membres de mouvements d'adultes à la veille de la guerre 39-40 et pendant celle-ci ;
- Pour l'histoire de "l'éducation populaire" et de la formation permanente en France de 1945 à nos jours ;
- Pour l'histoire du catholicisme français (du moins de certains de ses courants) pendant la même période ;
- Pour l'histoire de la France contemporaine (et particulièrement l'opinion. française pendant la période de la décolonisation - la vie politique et les Clubs au début de la Ve République - Mai 68 et ses suites).

La Vie Nouvelle est un mouvement créé en juillet 1947. Mais on ne peut la comprendre sans savoir qu'elle succédait sans solution de continuité, avec les mêmes options, les mêmes structures, les mêmes hommes, à une autre association, "Les amitiés scouts", créée, elle, en 1942 par l'association "Les Scouts de France" pour permettre à ses membres parvenus à l'âge d'homme de transposer dans leur vie d'adultes certaines valeurs, certaines activités vécues autrefois, et de les compléter. A cette différence capitale que la Vie Nouvelle s'ouvrait à tout homme et toute femme intéressé par ses propositions, même s'ils n'étaient pas passés par le scoutisme et sa branche aînée, "La Route".

La Vie Nouvelle s'est toujours voulue

- 1) un mouvement de formation permanente de ses membres sur tous les terrains qui les concernaient (approfondissement de la foi chrétienne, initiation à la vie du citoyen, intérêt aux problèmes de vie que rencontrent gens mariés ou célibataires - problèmes de santé, d'expression, de culture ou d'éducation).
- 2) un mouvement d'aide à ses membres dans leurs "engagements" sociaux, religieux, politiques, éducatifs au plan local, régional ou national, et ceci par l'intermédiaire de ses 150 groupes environ, ses membres acceptant, pour être membres à part entière du mouvement, des exigences marquées de type culturel ou militant.
- 3) un mouvement d'intervention publique par l'intermédiaire de son échelon national. Le Mouvement fonctionne suivant les règles d'une association loi 1901. Son échelon national organise des rencontres, des sessions nombreuses, des voyages d'études à l'étranger, et publie des revues ("Terre et Ciel", devenu par la suite "Vers la Vie Nouvelle", "Citoyens 60" et autres plus épisodiques) dont la lecture est indispensable à la compréhension de l'histoire de

l'association, entre autres par les comptes rendus qu'elles donnent des activités de ses groupes ou des manifestations du mouvement.

Sans renier ses finalités fondamentales, le mouvement a connu certaines évolutions. Signalons brièvement :

- a) Au départ, il a reconnu des affinités avec d'autres tentatives contemporaines de sa création, comme le mouvement "Économie et Humanisme", les courants communautaires de l'époque, la pensée d'Emmanuel Mounier et du personnalisme communautaire.
- b) La Vie Nouvelle a participé activement aux recherches religieuses qui devaient aboutir au Concile Vatican II.
- c) Pendant la période de décolonisation, la mouvement a participé aux tentatives de divers ordres qui ont abouti au début de la Ve République à la fin de la guerre d'Algérie.
- d) C'est dans son sein que s'est créée en 1959, sur l'initiative de Jacques Delors, qui l'a dirigée jusqu'en 1965, la revue "Citoyens 60", puis les clubs du même nom.
- e) A la même époque, le mouvement a participé à divers regroupements de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire au "Haut Comité de la jeunesse et de l'éducation populaire", organe interministériel mis en place par le gouvernement du général de Gaulle.
- f) Une génération nouvelle entrée à la Vie Nouvelle aux alentours de 68 a remplacé en partie les générations qui y étaient précédemment entrées. De 1971 à 77, le mouvement a alors radicalisé ses positions par une adhésion au socialisme autogestionnaire", a instauré avec l'Eglise catholique ce qu'il a appelé une "solidarité conflictuelle".
- g) Depuis 1977, le mouvement est entré dans une voie de synthèse entre ses préoccupations d'avant 1971 et celles qui l'ont suivie.

Ce récit des variations de la Vie Nouvelle concernant les axes religieux et politiques ne devrait pas faire oublier la constance de ses efforts en matière culturelle, dont témoignent ses sessions, et en matière de contacts internationaux, dont témoignent les nombreux voyages d'études qu'il a organisés.

A noter qu'une "Histoire de la Vie Nouvelle" est en préparation par l'auteur de ces lignes, Jean Lestavel.

A noter encore que les archives déposées aux Archives nationales ne concernent pas les dix dernières années, soit de 1975 à 1985.

### **Présentation du contenu :**

Les utilisateurs du présent inventaire tireront profit à s'y référer pour glaner les éléments d'information indispensables à la compréhension des principales articulations que nous nous proposons de mettre en exergue, en insistant au besoin sur la valeur historique qu'elles peuvent receler : le survol intéressera ce faisant, les assemblées générales et le conseil d'administration de la Vie Nouvelle, des activités de recherche et d'animation qui occupèrent régulièrement ses ateliers et ses secteurs d'investigation, de 1954 à 1975, la Vie quotidienne de ses groupes et sessions, les voyages quelle a organisés et qui prolongent d'une certaine façon l'esprit des relations extérieures qu'elle a entretenues avec les mouvements religieux et les cadres associatifs, tout comme les initiatives très hardies de son secteur dit Tiers monde et international.

#### **1. Les assemblées générales :**

Les dossiers réunis sous cette rubrique ont été l'objet d'une description détaillée parce que nous les soupçonnions être suffisamment riches pour permettre de mesurer les principales orientations de la Vie Nouvelle de 1945 à 1975 ; la valeur informative ainsi pressentie n'a été que très relative jusqu'en 1973, date à partir de laquelle les choix politiques annotés ou encouragés par la Vie Nouvelle sont marqués par un ancrage à gauche plus net, ce qui a paru correspondre avec la prépondérance des "soixante-huitards" désormais bien installés aux commandes de l'association : entre autres initiatives d'après 1973, confirmant cette tendance, la conférence internationale organisée par la Vie Nouvelle pour la libération des prisonniers politiques du Sud-Vietnam.

Pour l'essentiel, la part des dossiers uniformes et redondants s'avère numériquement élevée ; le risque a été cependant pris de les garder, les correspondances échangées entre la Vie Nouvelle et le grand public donnant une idée de la perception et de l'appréciation qui sont faites des options qu'elle a mises en avant. De la même façon, les interminables listes de participants, pour la plupart assorties de réponses sur les options politiques et religieuses des intéressés, peuvent être utilisés dans une perspective sociologique, indiquant par exemple les aires de recrutement de la Vie Nouvelle qui débordent les cadres de l'hexagone comme en témoigne la vitalité des contributions dues aux groupes de Rabat, Tananarive, Alger ou Dakar.

Cette somme d'informations est à compléter par l'utilisation de Terre et Ciel et Vers la Vie Nouvelle, publications de la Vie Nouvelle dont de nombreux numéros spéciaux comportent des suppléments consacrés à l'analyse et au commentaire de ces assises ; on utilisera dans la même optique la collection - incomplète - des bulletins des assemblées générales de mars 1958 à novembre 1961.

#### **2. Les conseils d'administration :**

Chargés d'expédier l'administration quotidienne de la Vie Nouvelle, les conseils font régulièrement le point par le biais de comptes rendus fréquents sur les activités annuelles ; leur consultation renseigne sur les relations qu'ils entretiennent avec les composantes régionales de la Vie Nouvelle, aident à mesurer les trébuchements de l'ouverture politique sur le PS, le PSU où la gauchisation du discours de la Vie Nouvelle au détour des années 1972-1973. Ils comportent en plus les listes de candidats au conseil restreint, les membres cooptés qui, outre les illustrations photographiques dont ils sont assortis, donnent une idée des soubresauts et autres bouillonnements qui ne manquèrent pas de présider aux choix des délégués.

### 3. Etudes et recherches de la Vie Nouvelle :

Elles permettent de tâter avec suffisamment de précision le pouls de l'association : les thèmes privilégiés sont centrés sur les valeurs religieuses inspirées du communautarisme, outre de constantes options introspectives, pour apprécier le fonctionnement interne du mouvement ; l'aspect liturgique, conçu pour mieux asseoir l'identité chrétienne des membres, reste une des préoccupations majeures de l'équipe de recherche et d'action liturgique du centre Alléluia dont la production s'est maintenue sans solution de continuité de 1954 à 1973.

Au plan politique, les études et recherches pilotées par les ateliers spécialisés du mouvement résumant pour l'essentiel ses positions sur les grands courants de pensée : ses rapports avec le socialisme, l'incontournable réflexion autour d'un probable ménage entre foi et marxisme au sortir des "séismes épistémologiques" des années 1970. Une passerelle logique s'établit entre les diverses lectures politiques mises en exergue par le secteur spécialisé dans ce domaine et les choix du secteur-entreprise plus orientés vers un modèle autogestionnaire, autre alternative aux rapports d'exploitation entretenus par le capital. De telles approches se conçoivent sur une base scientifique rigoureuse, le secteur politique sollicitant très fréquemment les avis de militants politiques d'horizons aussi diversifiés que le PS, le GAM ou les groupuscules de la gauche révolutionnaire incrustés dans le mouvement. Les principaux instants de ces travaux ne retrouvent - sous une forme plus dépouillée il est vrai - dans des supports lancés par la Vie Nouvelle : les documents de la Vie Nouvelle Citoyens 60, chemin de l'Homme, Vers la Vie Nouvelle, le Bulletin des équipes Alléluia, titres à parution plus ou moins régulière et se reprenant mutuellement dans certains cas, de 1958 à 1975.

On consultera avec intérêt la table des matières de l'ensemble de ces publications puisqu'elle offre de 1946 à 1978 un panorama complet des éditions de l'association (il s'agit du dossier 6Q AS 68).

### 4. Les dossiers d'orientation générale :

Contrairement à ce que laisse présager la note introductive de Monsieur Jean Lestavel, les sessions d'orientation générale n'ont pas paru suffisamment exhaustives pour faciliter le décryptage des principaux courants qui animèrent la vie quotidienne du mouvement sur un quart de siècle ; d'une pauvreté déconcertante, ces sessions répètent, en termes comparatifs, les mêmes phénomènes, mettant selon le mot de Koeffelm, l'animateur aux prises avec les mêmes mécanismes. Les dossiers 60 AS 127 à 130 émergent du lot parce que proposant de 1972 à 1977, le bilan de ces sessions d'orientation générale. Les numéros spéciaux de la Vie Nouvelle qui leur sont consacrés sont d'une utilité certaine.

### 5. La vie des groupes

Le souci initial que nous avons d'appliquer un échantillonnage pour un tri sélectif des 130 groupes que compte la Vie Nouvelle, a été finalement abandonné ; la configuration géographique en honneur dans le mouvement n'étant pas calquée sur l'organisation administrative de la France. Ce choix risquait de poser des problèmes évidents d'adéquation. Nous avons alors pris le parti d'ennuyer le chercheur en gardant toute l'information concernant les groupes : les interminables listes de participants aux différentes sessions, les listes par ordre alphabétique de tous les membres des groupes de 1961 à 1970. Cette diversité et la redondance qu'elle peut susciter constituent la gangue dont il faut se débarrasser pour tirer de nombreux parties des sommes d'informations que comportent les dossiers résumant la vie des groupes : utilisation d'ordre statistique, ou essai de lecture du sens de l'engagement dans la ligne du mouvement à travers les correspondances que les membres adressent volontiers aux responsables des groupes pour justifier leur admission, ou la nouvelle orientation qu'on entend donner à son engagement.

Par ailleurs, le concours que les groupes apportent à la maturation de la réflexion organisée par les différents secteurs de la Vie Nouvelle se lit nettement dans ces dossiers ; on y découvre avec beaucoup de surface, l'engagement politique de groupes en contact direct avec les zones de turbulence syndicale : c'est le cas du groupe politique de Besançon qui dépasse les seuls soutiens de principe pour s'engager résolument dans la lutte des ouvriers de LIP ; "signe plus prophétique des lendemains en lesquels nous espérons" (dossier 60 AS 78).

### 6. Les voyages organisés par la Vie Nouvelle :

Préoccupation touristique, mais aussi besoin de mieux apprécier les réalités multiples des pays visités semblent être les principales motivations de ces voyages ; les comptes rendus réguliers qui en sont faits sont d'une utilité soutenue puisqu'ils constituent autant d'instantanés des univers ainsi découverts sous des facettes très diversifiées touchant à la politique, à l'économie, à la sociologie. La ligne politique en honneur dans la Vie Nouvelle s'y retrouve en filigrane et est mise en évidence au besoin pour aider au dépassement de difficultés ponctuelles dans lesquelles la France est impliquée : les comptes rendus des voyages organisés en Algérie sont révélateurs de cette préoccupation : une invitation appuyée est adressée 'aux Français d'Algérie de faciliter la communication et le rapprochement avec les "autochtones" en acceptant d'assumer leur "dépouillement" permanent au moment où les tensions intercommunautaires se localisaient de plus en plus.

60 AS 1-22	Assemblées générales.	1955-1975
60 AS 23-34	Conseils d'administration, bulletins des chefs de file et circulaires.	1959-1977
60 AS 35-69	Etudes et publications : études fondamentales et collections de publications.	1953-1976
60 AS 70-106	Groupes et membres : vie des groupes, fiches des communautaires, bordereaux des cotisations, abonnements et fichiers, bulletins des groupes.	1949-1977
60 AS 107-112	Journées d'études et week-end politiques.	1961-1978
60 AS 113-139	Sessions d'orientation générale, sessions des « seuils communautaires », sessions de printemps.	1950-1977
60 AS 140-200	Voyages d'études.	1953-1974

**Principales abréviations utilisées dans l'inventaire de la « Vie Nouvelle »:**

CERES :	Centre d'études, de recherche et d'éducation socialiste
CLAS :	Comité lyonnais provisoire de l'autogestion socialiste
ECFP :	Équipe chrétienne de la fonction publique
ELL :	Équipe de liaison des laïcs
FIAP :	Foyer international d'accueil de Paris
FONJEP:	Fonds de coopération de la jeunesse et l'éducation de populaire
GAM :	Groupe d'action municipale
GEREA :	Groupe d'étude et de recherche d'éducation adulte
GLICC :	Groupement de liaison et d'information des communautés chrétiennes de base
GRIM :	Groupe de recherche sur l'information médicale
LILAS :	Ligue laïque pour le socialisme
MCPTT :	Mouvement chrétien des PTT
PS :	Parti socialiste
PSU :	Parti socialiste unifié
SOG :	Sessions d'orientation générale
VN :	Vie Nouvelle

**2- Religieuse générale :****ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE FRANCAISE (ACJF)****Entrée (cote) :** 34 AS ou 2000005**Niveau de description :** fonds**Fonds de rattachement :** aucun**Dates extrêmes :** 1891-1936**Importance matérielle :** 22 unités documentaires (en microfilm)**Modalités d'entrée :** microfilmage**Conditions d'accès :** librement communicable**Instrument de recherche :** inventaire par F. de Ferry**Notice historique :**

L'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) est créée en 1886 par Albert de Mun, en vue de « fonder un ordre social chrétien ». Elle est d'abord limitée aux milieux étudiants avant de s'ouvrir, en 1896, à tous les jeunes catholiques désireux de s'intéresser aux problèmes sociaux. En 1891, son premier président, Robert de Roquefeuil, peut présenter à Rome plus de 1200 militants. Les groupes, très différents des points de vue géographique, social et économique, se multiplient dans toute la France et Outre-Mer (Algérie, Cochinchine). La diversité des milieux intéressés et la prise de conscience de la force que représente des ensembles mieux structurés, amènent l'ACJF à se répartir en formations spécialisées : la Jeunesse ouvrière catholique (JOC, 1927), la Jeunesse agricole catholique (JAC, 1929), la Jeunesse étudiante catholique (JEC, 1930), la Jeunesse maritime catholique (JMC, 1934) et la Jeunesse indépendante catholique (JIC, 1934). Chacune de ses formations affirmant de plus en plus sa personnalité, l'ACJF se dissout en 1956.

Elle diffuse auprès de ses membres des questionnaires pour préparer les congrès sociaux nationaux. Les réponses, manuscrites, sont souvent très détaillées et portent notamment sur la vie ouvrière, les problèmes des campagnes, le syndicalisme, la scolarisation, la pratique religieuse, la famille, les loisirs, la condition de la femme, le logement, l'organisation de l'après-guerre.

**Présentation du contenu :**

- Documentation imprimée sur les congrès de 1891 à 1899,
- Réponses aux questionnaires préparatoires aux congrès de 1903 à 1936 (l'ensemble des réponses couvre plus de 2000 communes),
- Comptes rendus imprimés des congrès de 1903 à 1936.

Congrès et réunions. Documents imprimés et réponses aux questionnaires.

34 AS 1	<b>Lyon, 1891</b> : les œuvres, études d'organisation ; <b>Tours, 1897</b> : l'idée d'association, le rôle de la jeunesse catholique ; <b>Besançon, 1898</b> : l'action ; <b>Lyon, 1899</b> : l'enseignement.	1891-1899
34 AS 2	<b>Chalon-sur-Saône</b> : la question syndicale.	1903
34 AS 3	<b>Arras</b> : la question mutualiste.	1904
34 AS 4	<b>Albi</b> : les conditions de travail de la jeunesse ouvrière (industrie, commerce, agriculture).	1905
34 AS 5	<b>Bordeaux</b> : l'organisation de la jeunesse catholique, formation intellectuelle, action sociale.	1907
34 AS 6	<b>Angers</b> : la question agricole.	1908
34 AS 7	<b>Paris</b> : l'action sociale dans l'ACJF.	1911
34 AS 8	<b>Lyon</b> : l'organisation professionnelle.	1912
34 AS 9	<b>Caen</b> : la répartition proportionnelle scolaire.	1913
34 AS 10	<b>Paris</b> : la préparation de l'après-guerre.	1918
34 AS 11	<b>Paris</b> : la crise de la conscience professionnelle.	1921
34 AS 12	<b>Chartres</b> : l'ordre social chrétien des campagnes.	1922
34 AS 13	<b>Bordeaux</b> : la vie municipale.	1923
34 AS 14	<b>Strasbourg</b> : le rôle de l'ACJF dans la vie nationale.	1924
34 AS 15	<b>Nantes</b> : la préparation du jeune homme au rôle de chef de famille.	1925
34 AS 16	<b>Besançon</b> : la vie régionale.	1926
34 AS 17	<b>Rouen</b> : l'apostolat dans la jeunesse ouvrière.	1927
34 AS 18	<b>Grenoble</b> : la jeunesse et l'action catholique.	1928
34 AS 19	<b>Orléans</b> : la conception chrétienne de la patrie et de la communauté internationale.	1929
34 AS 20	<b>Nancy</b> : la vie de travail.	1930
34 AS 21	<b>Lourdes</b> : la vie chrétienne.	1931
34 AS 22	<b>Paris</b> : congrès du cinquanteenaire.	1936

## BERNARD ET MARIE PAULE MOREAU

**Entrée (cote) :** 2000018

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1955-1996

**Importance matérielle :** 3,50 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** lettre d'intention de donation

**Conditions d'accès :** communicable sous autorisation

**Instrument de recherche :** bordereau rédigé par les donateurs

### Présentation du contenu :

Sur l'ACO :

- Rencontres, AG, Journées d'études, Retraites,
- Actions (retraités, politiques, immigration),
- Périodiques,
- Relations avec la Mission ouvrière de Roubaix.

Sur le CE Phildar :

- CR Comité Établissement, Délégués du personnel,
- Bilans sociaux, rapports de stage, sécurité,
- Notes de direction, photos.

## COMMUNAUTES OUVRIERES

**Entrée (cote) :** 1997011

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1939-1996

**Importance matérielle :** 38 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable et reproductible suivant délais indiqués dans le contrat de dépôt



**Notice historique :**

Les communautés ouvrières sont un petit groupe de femmes chrétiennes laïques engagées dans la classe ouvrière et militant pour la justice. Huguette Gamonet, la fondatrice, est décédée à Paris en 1990. Elle eut l'intuition, comme une révélation, qu'il fallait créer une communauté nouvelle de type religieux regroupant des femmes, sans pour cela que ce soit une "congrégation" ni un "institut séculier". C'est en octobre 1944, à Marseille que naît la première communauté ouvrière. Par la suite, ces femmes se sont installées en 1954 à Paris puis à Montreuil. Elles déménagent en 1961 à Bagnolet puis, en 1965, à Ivry. Une petite communauté s'installe également à Alger de 1963 à 1971. Ces différents déménagements ont été guidés par les possibilités de trouver plus facilement du travail, de cheminer avec des militants, des prêtres au travail et de continuer à se questionner mutuellement sur les problèmes de la paix et sur les conditions de l'immigration. Certaines participent aux comités pour la paix en Algérie, aux différentes manifestations pour l'indépendance, aux associations pour l'information et l'alphabétisation.

Retours d'expériences :

• Témoignage de Marie-Thérèse Bécat, Ivry, avril 1997 :

1936-1943. C'est à Marseille, pendant la période de montée du fascisme en Europe et de la deuxième guerre mondiale, qu'a lieu la rencontre « des quatre premières », quatre jeunes femmes qui avaient moins de vingt ans et qui s'interrogent activement : comment vivre une vie religieuse qui ne soit pas coupée de la vie ouvrière ? Chacune d'elles souhaite vivre en communauté une expérience religieuse basée sur l'Évangile et partager tous les aspects (travail, loisirs, logement, syndicat...) de la vie de la majorité des habitants des quartiers de banlieue de Marseille à l'époque. Chacune d'elles et plus tard toutes les quatre ensemble s'interrogent sur le « comment vivre cela ». C'est ainsi que naissent les « Communautés ouvrières ». le 16 octobre 1944 « les quatre » s'installent dans un entrepôt, rue de la Croix, à Marseille, dans un quartier ouvrier de la ville ; elles commencent aussitôt à rechercher un travail en usine, à vivre de leur salaire, et découvrant ainsi les conditions et les problèmes dans les différentes petites entreprises, à prendre contact avec les syndicats, et à réfléchir ensemble sur cette situation. Leurs interrogations se précisent encore au moment de la rencontre de prêtres-ouvriers à Marseille ; c'est le début d'une grande fraternité avec certains d'entre eux. C'est malheureusement bientôt l'occasion de partager et vivre de profondes souffrances. Le mode de vie se précise progressivement à travers des événements marquants (Libération, grèves, Guerre d'Algérie), à travers leurs fluctuations en nombre : des arrivées et des départs modifient le visage et la personnalité de la communauté mais le nombre ne dépassera jamais la dizaine, ce qui permet une vie de style familial et facilite les échanges. En 1954, c'est le premier emménagement à Paris suivi de près par une installation à Montreuil. Ensuite la séparation se fait plus brutale avec l'implantation d'une équipe à Alger, en juillet 1963, après l'indépendance de l'Algérie. les deux derniers déménagements ont lieu en 1961 pour Bagnolet et 1965 pour Ivry. Ces différents déménagements sont toujours guidés par les possibilités de trouver plus facilement du travail, de cheminer avec des militants, des prêtres au travail et de continuer à se questionner mutuellement sur les problèmes de la paix et sur les conditions de l'immigration. Certaines participent aux comités pour la paix en Algérie, aux différentes manifestations pour l'indépendance, aux associations pour l'information et l'alphabétisation et celles qui étaient en Algérie prennent des cours d'arabe. Ce mode de vie n'évite pas les difficultés et s'accompagne des différentes crises provoquées par les problèmes de société : notamment difficultés de travail, de logement, de santé. Comme de nouvelles étapes dans la vie de chacun, ces crises sont l'occasion de bifurcations dans la vie professionnelle ou privée, mais aussi de ruptures, d'éclatement, qui conduisent à un mode de vie différent. Au centre de cette histoire, de Marseille à Paris, de la rue de Belleville à Alger, et de Bagnolet à Ivry, demeure la même conscience de l'injustice sous toutes ses formes, et l'attention à toute forme de libération, la participation aux modes d'actions collectives, lorsque cela est possible. Au cœur de cette vie, l'analyse et la réflexion commune sur des événements, des textes, des rencontres... Au cours de cette vie, la recherche, la découverte sans cesse renouvelée de la souffrance, de la déchirure des hommes et de leur richesse... Tout au long de cette longue période, nous avons eu la chance de bénéficier de l'aide de certains jésuites à la pensée lumineuse et audacieuse, de leur amitié fidèle.

• Témoignage de Jacqueline Sergent, 14 mars 1997 :

Ce dépôt émane d'un groupe de femmes chrétiennes laïques engagées dans la classe ouvrière, militant pour la justice. En octobre 1944, à Marseille, les quatre premières du groupe vivant ensemble rue de la Croix, ont commencé à travailler en usine, entre autres dans les produits chimiques, l'alimentation (raffineries de sucre, savonnerie...). Au fil du temps, d'autres jeunes femmes ont rejoint les quatre, dans le même esprit, et toujours travaillant en usine (peinture...). Fin 1953, trois du groupe sont parties pour Paris, continuant à travailler dans le même sens, d'abord dans le 13<sup>ème</sup> puis dans le 20<sup>ème</sup> arrondissement. L'été 1954, celles qui restaient à Marseille ont également rejoint Paris et un petit groupe s'est installé 256 rue de Belleville. Là, une jeune française née en Algérie a rejoint cette communauté en septembre 1954, une autre parisienne, en septembre 1957. Elles travaillaient principalement dans la grosse métallurgie, le caoutchouc, la radio-électricité. Au printemps 1957, l'équipe de Montreuil un peu recomposée est venue vivre dans le bas de Bagnolet (travaux divers : grosse usine de papier, radio, parapharmacie...). En juillet 1963, départ à deux de Bagnolet pour Alger-travaux en usine (TRT), vendeuse monoprix-puis emplois de bureau CASORAL-Textiles Saint-Frères. Cette équipe fut renforcée en 1964 par une troisième personne travaillant à l'Hôpital Mustapha d'Alger. cette équipe a dû rentrer en France pour raisons de santé en 1971. En janvier 1965, le quartier de Belleville voyant ses usines se fermer ou déménager en banlieue, celles qui y vivaient encore sont venues habiter Ivry-sur-Seine (Ivry-Port). Elles ont travaillé dans la métallurgie et le secteur des constructions électriques aussi longtemps que cela a été possible puis à

l'ASSEDIC, en hôpital psychiatrique, à la Sécurité Sociale... En août 1973, cette équipe d'Ivry a emménagé dans de petits studios, rue Ledru Rollin, à Ivry. Toutes ont continué à travailler jusqu'à leur retraite, ou leur mise au chômage. Aux environs de 1975, « l'Algérienne » revenue malade s'est occupée par la SCI de maisons de vacances pour immigrés en Aveyron, où elle s'est installée définitivement en 1978 et y est morte en 1992. En 1990, Huguette Gamonet, la fondatrice est décédée à Paris.

• Témoignage d'Anne Degasquet, Bagnolet, 8 mai 1997 :

le point de départ vient d'Huguette Gamonet, qui eut l'intention, comme une révélation, qu'il fallait créer une communauté nouvelle de type religieux sans pour cela que ce soit une « congrégation » ni un « institut séculier ». je dis de type religieux, parce qu'elle concevait un engagement définitif au service de Dieu et des pauvres, avec les exigences que cela comportait. De plus, il lui fallait la collaboration d'autres personnes, en l'occurrence : Jacqueline Sergent, Marie-Thérèse Romet, Anne Degasquet (moi-même), qui recherchions depuis quelque temps, au cours de nos échanges, comment vivre plus près des autres. Nous voulions, d'une part, demeurer dans ce monde où la guerre avait fait des ravages, où l'injustice par l'exploitation des plus pauvres ne cessait d'augmenter et d'autre part, nous voulions être reliées à Dieu. Nous avons pris du temps pour prier, réfléchir, nous informer, demander conseil, échanger. En octobre 1944, naissait la première communauté ouvrière à Marseille. Elle avait la forme ou l'apparence d'un groupe d'amies. nous menions une vie commune, exigeante nécessité pour notre ressourcement, pour la force et l'entraide que cela nous apporterait, pour le témoignage de l'amour fraternel. Très vite, notre présence à l'usine se transformait en participation à la lutte contre l'injustice ; nous devenions actives dans ce monde tout en gardant une partie contemplative que de longues heures monotones de travail nous laissaient. Dès cette période, vont se fixer les points forts de notre vie : disponibilité dans la classe ouvrière, vie axée sur le travail en usine (toutes les fois et tout le temps que cela a été possible, c'est à dire hormis les périodes de persécution patronale et de problèmes de santé), lutte pour plus de justice et de paix (engagements syndicaux et associatifs), importance de la souplesse de notre adaptation. Très vite, des filles sont venues se joindre à nous : les unes pour voir, observer, essayer notre vie ; d'autres pour y demeurer ensuite, parfois quelques temps, plus ou moins long, parfois brièvement. Il y eut donc des passages qui marquèrent quelquefois définitivement les intéressés, même si leur vocation les entraînait ailleurs. En juillet 1954, nous venions nous installer à Paris, en trois petites équipes, vivant de façon autonome mais très liées les unes aux autres par des rencontres régulières, amicales et spirituelles. Notre communauté s'enrichit alors de quelques membres solides. Toute notre vie, nous avons été aidées et formées par des pères jésuites nous dispensant généreusement leur soutien et leur savoir. La vie en usine a été très dure pour toutes : physiquement à cause des conditions de travail, des injustices, des horaires ; moralement à cause des humiliations, du compagnonnage de vies dramatiques ; à cause de la disponibilité d'écoute, d'apprentissage, de connaissance, de l'adaptation à des besoins différents ; du fait que nous étions jugées comme égoïstes (pas de mari, pas d'enfants). Elle a été riche de l'amitié partagée, de la solidarité contre les exploiters, de la joie d'être au plus près des autres.

#### **Présentation du contenu :**

C'est pour « transmettre les signes retrouvés d'une expérience vécue dans l'enthousiasme de la jeunesse et poursuivie dans les difficultés de la vie quotidienne de travail et de communauté et toujours dans la foi » que Marie-Thérèse Bécat a rassemblé ces documents. Le fonds se compose donc :

- De documents retraçant l'origine, les débuts et l'histoire courte de la communauté (textes fondateurs en grande partie rédigés par Huguette Gamonet pendant la période de recherche et d'installation à Marseille),
- De correspondance de différents membres de la communauté et d'échanges de réflexions avec des pères jésuites,
- De transcriptions de réflexions individuelles et collectives (textes ou bandes magnétiques),
- D'articles de journaux situant les événements marquants des époques traversées, notamment la suppression des prêtres ouvriers, la guerre d'Algérie,
- De photographies, films, cassettes de chansons et de rapports illustrant le travail ou les vacances.

## **GARCETTE (PIERRE)**

**Entrée (cote) :** 1997008

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1956-1994

**Importance matérielle :** 155 unités documentaires

**Conditions d'accès :** librement communicable

#### **Notice biographique :**

Pierre Garcette né en 1920 et décédé en 1999, journaliste spécialiste des problèmes économiques du Nord-Pas-de-Calais, a exercé aussi des activités sociales. Il fut le délégué du Centre français du patronat chrétien (CFPC) pendant

quinze ans. De 1957 à 1983, il dirigea un service social du travail de la région du Nord où il employait un groupe d'assistantes sociales (entre soixante-cinq et soixante-quinze) qui louent leurs services auprès de cent dix entreprises. Il fut en relation aussi bien avec les syndicats ouvriers que les syndicats du patronat. Il fut membre du conseil d'administration de l'Union régionale des secrétariats sociaux qui relève du Centre d'étude et d'action sociales (CEAS). Ces secrétariats sociaux aident les personnes en difficulté à s'insérer dans le monde moderne. Ils s'intéressent à la formation, à l'emploi et au développement régional. La diffusion des informations relatives à ces secrétariats sociaux se fait au travers des revues Connaître et Savoir.

**Présentation du contenu :**

- Dossiers documentaires rassemblés par Pierre Garcette sur des thèmes liés à la vie économique et sociale du Nord-Pas-de-Calais (rapports ; plaquettes publicitaires ; photos ; coupures de presse),
- Note de documentation de l'Union régionale des centres d'étude et d'action sociales, 1959-1967,
- Revue mensuelle Savoir (de 1961 à 1992, avec lacunes pour la période 1961-1974) ; revue bimestrielle Connaître (1960-1968, avec lacunes).

### 3- Action catholique ouvrière :

## ACO

**Entrée (cote) :** 2002018

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1967-1978

**Importance matérielle :** environ 1 mètre linéaire

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable sous autorisation

**Présentation du contenu :**

- Ouvrages imprimés (Masses ouvrières de 1967 à 1979 avec lacunes ; Revue Projet de 1967 à 1973 ; Cahier de formation ouvrière de 1970 à 1972 avec lacunes ; Mouvements ACO de 1974 à 1978).

## ACO DE LILLE

**Entrée (cote) :** 2000048

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1947-1990

**Importance matérielle :** 12 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Instrument de recherche :** Inventaire

**Notice historique :**

Organisation religieuse et philosophique.

**Présentation du contenu :**

- Statuts,
- Réunions statutaires et diocésaines,
- Réunions de secteurs,
- Notes de réflexions,
- Retraites et collections,
- Fonds de militants.

## ACO DE ROUBAIX-TOURCOING

**Entrée (cote) :** 2000049  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Importance matérielle :** 8 mètres linéaires  
**Modalités d'entrée :** dépôt

**Présentation du contenu :**

- Archives sur les activités de l'Association.

## EMILE REYNS

**Entrée (cote) :** 1998005  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1934-1987  
**Importance matérielle :** 93 unités documentaires  
**Conditions d'accès :** communicable suivant délais légaux  
**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice biographique :**

Émile Reyms est prêtre de l'Action catholique ouvrière (ACO) dans la région de Dunkerque.

**Présentation du contenu :**

- Tracts syndicaux,
- Quelques notes de réflexion de l'ACO sur l'action menée lors des conflits,
- Collection de Témoignage, périodique de l'ACO,
- Fiches des Documents ACO et ouvrages concernant surtout l'Action catholique.

## 4- Jeunesse ouvrière chrétienne :

## PIERRE BOUCAULT

**Entrée (cote) :** 2002025  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1930-1950  
**Importance matérielle :** 0,30 mètres linéaires  
**Modalités d'entrée :** dépôt

**Notice biographique :**

Pierre Boucault, né en 1917, a milité dans les JOC à partir de 1931. Il y fut permanent régional puis dirigeant national. Après la guerre, il adhéra également au Mouvement populaire familial, au Mouvement de libération ouvrière puis à la CFDT.

**Présentation du contenu :**

- Archives de sa vie militante au sein de la JOC.

**ET**

**Entrée (cote) :** 2001014

**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1931-2000  
**Importance matérielle :** 1 mètre linéaire  
**Modalités d'entrée :** dépôt  
**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation  
**Instrument de recherche :** fonds non classé

**Présentation du contenu :**

- Témoignages et albums photos (JOC),
- Congrès nationaux, notes, tracts, plaquettes (MPF, MLO),
- Rapports d'assemblées générales (APF).

## HOCQUET-DUVAL

**Entrée (cote) :** 1995064  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1910-1994  
**Importance matérielle :** 199 unités documentaires  
**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation  
**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice biographique :**

Les papiers réunis par Louis Duval, né en 1913, et Fernande Verschaeve, son épouse, née en 1915, puis par leur fille, Marie-Paule Hocquet-Duval, offrent un témoignage de l'itinéraire de militants chrétiens très engagés dans la vie de leur quartier et, plus largement, de leur ville, Dunkerque.

L'ensemble du fonds offre donc une vue exemplaire des transformations de l'action militante dans le Nord, depuis l'implantation de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) jusqu'aux mouvements actuels tournés principalement vers la défense des usagers. Parallèlement, la bibliothèque de Louis Duval et Fernande Verschaeve traduit l'attachement à l'identité religieuse, malgré la déconfectionnalisation de mouvements auxquels ils participent. La spécificité dunkerquoise marque aussi de son empreinte les actions successives de cette famille de militants vivement attachés à l'histoire ouvrière de leur région.

**Présentation du contenu :**

• Documents qui témoignent des activités militantes de la famille Hocquet-Duval à Dunkerque (actions dans le cadre de la JOC, de l'Action catholique ouvrière, du Mouvement de libération ouvrière et des Associations populaires familiales ; militantisme au sein de la Confédération syndicale du cadre de vie à Dunkerque) ; documents de Philippe Carru, compagnon jociste de Louis Duval ; disques 78 tours de chants de la JOC (1937).

**Sources complémentaires :**

1998001 et 2001023 : Confédération nationale des associations populaires familiales – CNAFPF

## JOC DE LILLE

**Entrée (cote) :** 2000047  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1970-1990  
**Importance matérielle :** 10 mètres linéaires  
**Modalités d'entrée :** dépôt

**Notice historique :**

Organisation religieuse et philosophique

**Présentation du contenu :**

- Archives sur l'activité de la JOC et de la JOCF.

## JOC ROUBAIX-TOURCOING

**Entrée (cote) :** 2000019 et 2003003

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1945-1995 pour 2000019, 1949-1983 pour 2003003

**Importance matérielle :** environs 6 mètres linéaires pour 2000019 et 10 mètres linéaires pour 2003003

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communication sous autorisation

**Instrument de recherche :** bordereau pour 2000019

### Notice historique :

Organisation religieuse et philosophique.

### Présentation du contenu :

#### 2000019 :

- CR de rencontres, notes manuscrites,
- Correspondance, lettres circulaires,
- Périodiques, brochures, ouvrages,
- 6 bannières.

#### 2003003 :

- Archives sur l'évolution du mouvement,
- Notes manuscrites,
- Comptes rendus de réunions,
- Documentation imprimée,
- Photographies,
- Correspondance.

## JOC - JOCF DUNKERQUE (JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE/JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE FEMININE)

**Entrée (cote) :** 1999016

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1927-1990

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** fonds non classé

### Notice historique :

La JOCF débute à Dunkerque sous l'impulsion de l'aumônier Gérard Pels. Elle est très active dès le début des années 1930 ; ses militantes, formées soigneusement, réalisent en particulier, plusieurs enquêtes sur le monde du travail. Elles sont regroupées par quartiers ou par milieux. De fréquentes réunions, des journées d'études, contribuent à créer une unité et un fort sentiment d'appartenance à un mouvement en pleine expansion.

Il en est de même pour la JOC, dynamique jusqu'à la rupture que créent l'Occupation et le départ de nombreux militants, partis en zone libre ou au STO. Les militantes de la JOCF se replient sur des activités d'entraide devenues primordiales.

La JOC et la JOCF reprennent vigueur et nombre dans l'après-guerre avec l'Abbé Delepoule. Le mouvement jociste connaît une forte évolution depuis les années 50. Les contours géographiques de la fédération évoluent : les rencontres régionales réunissent les militants de Dunkerque, Calais, Boulogne, Saint-Omer et Hazebrouck. Les activités, elles aussi, évoluent : tout en gardant le souci des adolescents intégrés dans le monde du travail (apprentis, jeunes professionnels), la JOC se tourne vers le milieu scolaire, puis à partir des années 1970, vers le monde des jeunes chômeurs.

### Présentation du contenu :

- Ouvrages et périodiques JOC,
- Comptes rendus de réunions et de recollections,
- Notes des aumôniers,
- Montages diapos ; affiches ; tracts ; cassettes audio.

## PATIN-DHALLUIN (ANDRE ET ELISABETH)

**Entrée (cote) :** 1994030

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1929-1991

**Importance matérielle :** 81 unités documentaires.

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais indiqués dans le contrat

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique

### Notice biographique :

André et Elisabeth Patin-Dhalluin ont été extrêmement liés à la naissance et à l'expansion de la JOC à Roubaix-Tourcoing. André Patin, employé chez Louis Lepoutre, a fait partie des membres fondateurs de la JOC en 1927 à Roubaix tandis qu'Elisabeth Dhalluin contribua à fonder la JOCF à Tourcoing, où elle était ouvrière textile chez Tiberghien. Après la guerre, André et Elisabeth Patin-Dhalluin militèrent dans des mouvements familiaux. André Patin fut actif au sein du MLO, le Mouvement de libération ouvrière. Il était en particulier chargé de la diffusion du journal Vie populaire. Il a ensuite participé à Culture et Liberté, fruit de la fusion entre le Centre de culture ouvrière et le MLO en 1969. De son côté, Elisabeth Patin-Dhalluin milita au sein de l'APF de Watrelos jusqu'en 1973. André Patin a été en outre militant syndical à la CFDT et a participé à plusieurs conflits du travail au sein des Etablissements Louis Lepoutre, où il a effectué toute sa carrière et où il a été élu au sein du Comité d'entreprise. Son activité syndicale s'est poursuivie au moment de sa retraite au sein de l'Union des retraités CFDT implantée à Watrelos.

### Présentation du contenu :

- Comptes-rendus de réunions, correspondance, notes de synthèses qui témoignent de l'activité de André Patin en tant que membre fondateur de la JOC à Roubaix, en tant que militant et formateur au sein de mouvements familiaux (MLO, Culture et Liberté),
- Dossiers documentaires thématiques et collections de périodiques,
- Ouvrages concernant principalement le mouvement jociste.

## PHILIPPE (FRANCIS)

**Entrée (cote) :** 1994024

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Importance matérielle :** fonds non classé d'environ 10 mètres linéaires

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais indiqués dans le contrat

### Notice biographique :

Francis Philippe a été militant et permanent de la JOC, militant puis permanent de la CFDT dans le bassin de la Sambre et le Valenciennois (métallurgie) de 1966 à 1983 et responsable de la publication de la Note sur la conjoncture économique publiée par l'Agence régionale de développement, jusqu'à sa mort en 1993.

### Présentation du contenu :

- Dossiers personnels,
- Publications et nombreuses brochures JOC.

## ROBERT SERRURIER

**Entrée (cote) :** 2000054

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1910-1996

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable

**Instrument de recherche :** répertoire numérique



## Présentation du contenu :

- Archives de ses activités militantes au sein de la JOC, du MPF et du MLO.

## 5- Mission de France :

### MISSION DE FRANCE

**Entrées (cotes) :** 1995003, 1996028, 1997015, 1999013 et 2004019

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1895-1998

**Importance matérielle :** 49 unités documentaires (19950003), 438 (1996028), 286 (1997015), 348 (1999013)

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** état sommaire (1996028/1997015/1999013), répertoires méthodiques détaillés CAMT pour 1995003, 1996028, 1997015 et 1999013)

#### Notice historique :

« Un certain regard sur le monde, une certaine manière de dire l'Amour que Dieu lui porte ».

1941

"Il y a un mur qui sépare l'Église de la masse. Ce mur, il faut l'abattre à tout prix pour rendre au Christ les foules qui l'ont perdu".

Cette constatation devient une exigence pour le cardinal Emmanuel Suhard, archevêque de Paris. Sous son impulsion, l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France décide, le 14 juillet 1941, la création d'un séminaire de la Mission de France installé à Lisieux, près du Carmel de Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, dont le but est de former des prêtres destinés à évangéliser le monde ouvrier et les milieux défavorisés. Confié au Père Louis Augros, ce séminaire ouvre ses portes le 5 octobre 1942. Très vite les candidats affluent et le séminaire devient un lieu de rencontres et de débats.

A la fin de leurs études, les prêtres sont envoyés en équipe : des communautés se constituent en milieu rural déchristianisé, puis dans les banlieues ouvrières des grandes villes. Certains prêtres ont une activité professionnelle.

1949

29 mai : un statut canonique est donné pour trois ans à l'essai. Il est peu mis en œuvre.

1952-1954

Les solidarités tissées dans ce monde nouveau ou inconnu inquiètent certains et font peur. Le développement de la Mission appelle des décisions. Le supérieur est démis de ses fonctions. Le séminaire doit quitter Lisieux, s'installe à Limoges, puis est fermé en 1954. Cette même année, Rome interdit les stages et le travail professionnel des prêtres-ouvriers. Ils doivent quitter usines et ateliers le 1er mars 1954.

1954

15 août : sous l'impulsion du cardinal Achille Liénart, le Pape accorde à la Mission de France un statut original.

Mission de France. Séminaire de Pontigny. Octobre : le séminaire ouvre ses portes à Pontigny, avec un supérieur distinct du Vicaire général. Il y a alors 50 équipes, dont trois au Maghreb.

1958

La Mission de France prend position publiquement pour le respect des droits du peuple algérien à l'indépendance. C'est le point de départ de la présence d'équipes dans d'autres pays : Côte d'Ivoire en 1960, Argentine en 1962.

1959

Le décret Pizzardo interdit aux prêtres d'avoir certaines professions.

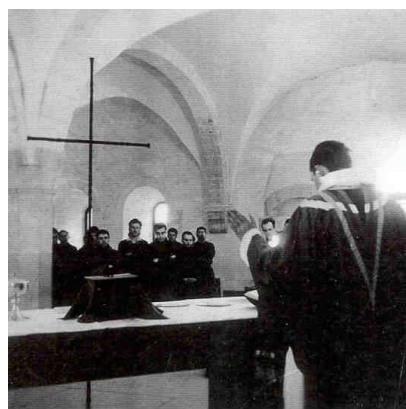
1962-1965

Le concile Vatican II est un souffle d'espérance : le pape Paul VI autorise à nouveau les prêtres-ouvriers.

1967

La Mission s'installe dans le Val-de-Marne à Fontenay-sous-Bois.

1968





Naissance de l'Association : des équipes de prêtres diocésains sont engagés par leurs évêques dans un même effort missionnaire que celui de la Mission de France. La coordination se fait par le B.R.A., Bureau de Recherche de l'Association.

1969

En mars, le Conseil épiscopal remet sa démission au Prélat. Cette démission entraîne la fermeture du séminaire et modifie la situation du Vicaire général. Un secrétariat général est nommé pour trois ans pour expédier les affaires courantes et préparer une formule d'avenir. Les équipes entérinent la démission du Conseil : "revenir à ce que nous vivons". La Mission est alors dirigée par le Prélat et l'Équipe centrale qui s'appuie sur le Conseil presbytéral. La mise en commun des recherches se fait par les rencontres d'ateliers et les rencontres régionales ; quatorze ateliers sont créés en 1969-1970.

1972

Le Secrétaire général démissionne. Après l'assemblée générale de 1972, un nouveau Secrétaire général est élu au suffrage universel des incardinés. Le vote est entériné par le Prélat et le statut canonique reste inchangé pour le reste.

Le séminaire devient Centre de formation, en lien avec les équipes de recherches (GFU, GFO, etc.) à Paris et à Lyon. Il donnera naissance au P.A.M. (préparation au ministère), puis au 2e cycle.

Un effort particulier est dirigé vers la jeunesse, qui donnera naissance à Info-dialogue en 1975, au "Service-Jeunes" dont les activités et propositions seront très diverses (Fou libre, Absent du samedi, Pâques à l'aube, Assise, le train, etc.). Le centre symbolique de ce service est à Pontigny (rue de l'Abbé Tauleigne). Les points de rencontre entre Service-Jeunes et Formation permettent connaissance réciproque et échanges dans la recherche de nouveaux ministères. La Maison de Fontenay est convertie en maison d'accueil, qui fonctionnera jusqu'en 1996.

Des équipes sont envoyées en dehors de la zone d'influence française : Brésil, Tanzanie, Égypte, Chine.

1980

Après un débat à l'assemblée de Lourdes, les évêques adressent à la Mission la "Lettre d'accréditation" "pour l'annonce de l'Évangile dans les milieux sociaux et culturels les plus étrangers à la Foi". Des ministères sont reconnus pour six laïcs.

1986

L'Assemblée générale ratifie la création d'équipes composées de prêtres et de laïcs, et décide de développer le diaconat permanent.

1987

Une nouvelle "loi propre", conforme au nouveau droit canon, permet la naissance de "Galilée" en 1990, et la reconnaissance des partenaires. Monseigneur André Lacrampe rétablit le Conseil épiscopal. Le Vicaire général n'est plus nommé par Rome.

1990

La "Pentecôte 90" à Jambville (Yvelines) réunit 3000 participants sur le thème "Notre village, c'est la planète".

1996

Monseigneur Lacrampe est nommé à Ajaccio. Après 18 mois d'attente, Monseigneur Georges Gilson, archevêque de Sens-Auxerre, est nommé Prélat de la Mission de France.

1997

Les locaux de la Prélature sont transférés de Fontenay-sous-Bois au Perreux (Val-de-Marne), au 3 rue de la Pointe. Le nombre d'incardinés au 27 octobre est de 238.

### **Présentation du contenu :**

Le cadre de classement choisi pour les archives de la Mission de France est inspiré du cadre utilisé pour les archives diocésaines en tenant compte des particularités de la Mission.

Avant le statut de 1954, deux périodes peuvent être distinguées dans l'organisation.

1942-1949 :

Durant cette période, le père L. Augros (avec l'accord du cardinal E. Suhard) et l'équipe des pères :

- dirige le séminaire,
- étudie avec les évêques demandeurs les fondations d'équipes,
- prépare les ordinations au titre des diocèses d'origine des séminaristes (titulum servitii diocesis) et au titre du diocèse de Bayeux mais pour le compte d'autres diocèses,
- prépare la rencontre nationale annuelle sur des sujets proposés par les équipes et la direction de la mission de 1946 à 1953.

La Mission s'exprime par :

- le Bulletin "Unis pour" (1944-1947)
- la Lettre aux communautés à partir de décembre 1947.

1949-1954 :

A la mort du cardinal E. Suhard, le cardinal A. Liénart prend la tête du Comité épiscopal, selon le statut canonique du 29 mai 1949. Le fonctionnement est difficile et entraîne, en 1952, le limogeage du Père L. Augros, la nomination du père Daniel Perrot comme délégué à l'épiscopat auprès des équipes de la Mission de France.

Le Père D. Perrot :

- établit des contrats chaque fois que c'est possible entre les équipes, les évêques demandeurs et la Mission,

- assure la gestion ordinaire de la Mission,
- prépare à Rome un statut canonique.

Le séminaire est transféré à Limoges, sous la direction du P. Joseph Basseville.

Les ordinations sont conférées au titre du diocèse d'origine ou au titre de la MdF (ad titulum missionis Galliae)

La Mission s'exprime par

- la Lettre aux Communautés (LAC) ;
- la Lettre aux stagiaires ;
- à partir de 1952 par des lettres confidentielles.

1954 Constitution apostolique *Omnium ecclesiarum*

Voici les points essentiels de ce statut original.

1- La Prélatrice est établie à Pontigny (Yonne).

2- Le Prélat, nommé par Rome, est président du Comité épiscopal :

- il choisit un Vicaire général avec l'agrément de Rome ;
- il incardine les clercs, les ordonne au titre de la Mission de France et pourvoit à leur subsistance ;
- il fait un rapport annuel à la Congrégation consistoriale ;
- il convoque l'Assemblée générale.

3. Le Vicaire général, en lien constant avec le Prélat, réside à Pontigny, gouverne

la Mission, prépare la nomination des prêtres, établit les contrats avec les diocèses qui demandent une équipe de la Mission.

Avec les Assistants urbain et rural, il assure le suivi des équipes et la formation permanente et prolonge les recherches pastorales.

Avec le Supérieur du séminaire, il suit l'appel aux ministères et la formation des prêtres.

Avec le Chancelier, il résout les problèmes économiques.

Il est responsable de l'expression de la Mission et de ses recherches, dans la LAC (Lettre aux Communautés, officiel) et des suppléments (à usage interne de la Mission de France).

4- L'assemblée générale est convoquée tous les trois ans

Elle regroupe les prêtres incardinés et leurs invités (partenaires réguliers ou invités occasionnels).

Les orientations, proposées pour une meilleure réponse à l'effort missionnaire demandé par les événements ou les recherches sont soumises au vote des participants.

Les conclusions adoptées sont présentées au Prélat et au Comité épiscopal qui leur donne valeur exécutoire, si elles sont acceptées.

5- Les équipes

• Les prêtres de la Mission de France peuvent être envoyés en équipe dans les diocèses qui en font la demande. Leur insertion fait alors l'objet d'un accord, entre le diocèse demandeur et la Prélatrice (Vicaire général ou Prélat), concrétisé dans un contrat.

• Des prêtres peuvent être envoyés dans des milieux particuliers : équipes sociologiques, barrages, hôtellerie, etc., ou à titre personnel. Dans les deux cas, ils restent sous la juridiction directe du Prélat.

6- Les regroupements

Les questions que posent les situations pastorales vécues par les prêtres sont mises en commun, échangées, éclairées théologiquement : un véritable partage nécessaire s'organise. Cette mise en commun se fait :

- par les Commissions urbaine et rurale, puis Tiers-Monde,
- dans la rencontre entre équipes de la même région,
- elles sont éclairées par la recherche commune.

Les différentes questions ainsi travaillées servent de base aux orientations données par l'assemblée générale.

7- Conseil presbytéral

A partir de 1967, après le Concile, le Conseil presbytéral assure le dialogue permanent entre les équipes, les régions et le Conseil.

- Dossiers du comité épiscopal, de l'équipe centrale, des équipes,
- Comptes-rendus des réunions, des sessions, des assemblées générales,
- Notes, rapports, enquêtes,
- Correspondance,
- Lettres circulaires,
- Papiers personnels,
- Revue de presse,
- Périodiques (collection complète de la Lettre aux Communautés) et ouvrages,
- Documents photographiques et audiovisuels.

#### **Bibliographie :**

AUGROS Louis "La Mission de France", Édition Annales Sainte Thérèse, 1941-1945.  
FAUPIN Jacques "La Mission de France" Casterman, 1960.



SIX Jean-François "Cheminevements de la Mission de France", Seuil, 1967.  
VINATIER Jean "Le cardinal Liénart et la Mission de France", Centurion, 1978.  
VINATIER Jean "Le cardinal Suhard", Centurion, 1983  
VINATIER Jean "Le Père Augros", Cerf, 1991.  
GERBE Pierre, DANIEL Yvan "Aujourd'hui, la Mission de France, Centurion, 1981.  
AUGROS "De l'Eglise d'hier à l'Eglise de demain", Cerf, 1980.  
PERROT "Les fondations de la Mission de France", Cerf, 1987.  
ROUGIER Stan "Prêtres de la Mission de France", Centurion, 1991.

## MISSION DE FRANCE FEMININE (EQUIPE D'EVRY)

**Entrée (cote) :** 2004018  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1943-2002  
**Importance matérielle :** 2 mètres linéaires  
**Modalités d'entrée :** dépôt  
**Conditions d'accès :** communicable sous autorisation  
**Instrument de recherche :** Inventaire

### 6- Les prêtres-ouvriers :

#### a- Les structures :

## EQUIPE NATIONALE DES PRETRES-OUVRIERS

**Entrée (cote) :** 1997038  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1935-1998  
**Importance matérielle :** 139 unités documentaires  
**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation  
**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

#### **Notice historique :**

La naissance des prêtres-ouvriers se situe dans l'élan missionnaire qui suit la création de la Mission de France en 1941 et celle de la Mission de Paris en 1943. Quelques membres de la Mission de Paris demandent à travailler en usine, non seulement pour la durée d'un stage, mais de façon définitive. Des prêtres de la Mission de France font la même demande. Plusieurs équipes se forment, dans les régions industrielles, sur des barrages aussi. En 1947, une première rencontre nationale a lieu, à l'initiative de la Mission de Paris. La décision d'arrêter l'expérience des prêtres-ouvriers intervient en 1954 : le pape demande alors aux évêques et aux supérieurs d'ordres religieux de "rappeler" les prêtres-ouvriers, qui sont près d'une centaine. Ceux-ci, sommés d'arrêter leur travail en usine, se scindent alors en deux groupes : les "Insoumis", ainsi nommés par le Père Hollande, supérieur de la Mission de Paris, choisissent de continuer le travail en usine ; les autres se résignent à quitter l'usine et restent au sein de l'Eglise catholique, choisissant d'autres types de travaux salariés. Dans les deux cas, la blessure est profonde pour cette première génération de prêtres-ouvriers. Des rencontres leur permettent de garder un lien entre eux et de préparer des démarches pour relancer l'apostolat sacerdotal en usine. La recherche missionnaire se poursuit néanmoins en monde ouvrier : la Mission ouvrière permet de grouper les efforts des prêtres et des laïcs des mouvements d'Action catholique spécialisée.

En 1965, à la fin du concile Vatican II, une assemblée plénière extraordinaire des évêques français autorise la reprise de l'envoi de prêtres en usine et sur des chantiers : s'ouvre une nouvelle étape dans l'histoire des prêtres-ouvriers. Les débuts sont prudents, comme le montre le statut des prêtres au travail du 20 octobre 1965. L'autorisation de travailler à plein temps ne concerne qu'un petit nombre de prêtres et pour une période probatoire de trois ans, sous la

responsabilité du Comité épiscopal de la Mission ouvrière, habilité par l'épiscopat. Une "Équipe nationale" restreinte anime la reprise, avec l'aide de l'abbé Frossard. Cette étape permet à une cinquantaine de prêtres de constituer une deuxième génération de prêtres-ouvriers appelés à partager totalement la condition ouvrière. Les nouvelles équipes gardent naturellement des liens étroits avec les prêtres-ouvriers de la première génération.

En 1968, la reprise du travail est jugée positive et la Conférence épiscopale française permet l'augmentation du nombre de prêtres-ouvriers, qui finissent par être présents dans la plupart des départements français. Le statut de 1965 est maintenu dans ses grandes lignes ; le Comité épiscopal de la Mission ouvrière reste très présent.

Progressivement, les prêtres-ouvriers se dotent de structures dont le rôle est surtout de constituer des éléments de liaison entre les différentes équipes. Depuis 1968, une Rencontre nationale a lieu tous les trois ans. L'Équipe nationale est élargie à 5 membres permanents et 8 délégués de région. En 1969, devenue autonome, elle comprend 17 prêtres-ouvriers élus par les régions pour un mandat de trois ans. Elle se renouvelle par tiers chaque année et élit son Secrétaire, sur proposition des régions. Le Secrétaire, membre de l'Équipe sans prépondérance particulière, choisit les membres de son secrétariat. Il assure les liens du groupe des prêtres-ouvriers avec la Mission ouvrière et anime fréquemment des rencontres régionales d'équipes. L'Équipe nationale se réunit cinq fois par an. Elle met en place des formations et des structures d'animation destinées aux prêtres-ouvriers qui souhaitent approfondir leur réflexion sur le ministère où ils sont engagés. L'équipe nationale a aussi la charge de Courrier P.O., un bulletin qui contribue à apporter à ses lecteurs des nouvelles du groupe des prêtres-ouvriers.

L'équipe nationale des prêtres-ouvriers représente donc une structure très souple et autonome ; deux évêques du Comité épiscopal de la Mission ouvrière peuvent participer aux réunions de l'Équipe nationale, mais ils ne participent pas aux votes et leur avis n'est que consultatif : l'épiscopat n'intervient pas dans le fonctionnement de l'Équipe nationale.

**Présentation du contenu :**

- Comptes rendus de réunion, des rencontres régionales et nationales,
- Correspondance, notes et rapports divers,
- Papiers personnels,
- Revue de presse,
- Périodiques.

## **EQUIPE DES PRETRES-OUVRIERS D'ALSACE**

**Entrée (cote) :** 2000032

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Importance matérielle :** 15 unités documentaires

**Notice historique :**

Organisation religieuse et philosophique.

## **EQUIPE DES PRETRES OUVRIERS D'HELLEMES, PARTIE DU « MOUVEMENT DE LA PAIX »**

**Entrée (cote) :** 1999002

**Instrument de recherche :** inventaire

**Notice historique :**

En 1948, les prêtres ouvriers de la région s'installent à Hellemmes.

**Présentation du contenu :**

- Comptes rendus,
- Bulletins.

## **EQUIPE DES PRETRES-OUVRIERS DE RHONE-ALPES**

**Entrée (cote) :** 1998025

**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1968-1997  
**Importance matérielle :** 26 unités documentaires  
**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation  
**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice historique :**

L'existence de prêtres-ouvriers dans la région de Saint-Étienne est liée à l'histoire de l'Eglise catholique locale, implantée dans un des plus anciens foyers de la Révolution industrielle. L'histoire ouvrière y est très riche, depuis les affrontements de 1848 jusqu'à la crise de Manufrance, symbole de l'aggravation de la situation économique. La région stéphanoise a connu des prêtres-ouvriers dont l'influence a durablement marqué la réalité ouvrière : Joseph Goutteborge, militant infatigable, et Maurice Combe, qui ont tous deux vécu douloureusement l'interdiction des prêtres-ouvriers par Rome en 1954.

En 1969, le Conseil diocésain de la Mission ouvrière de Saint-Étienne, réunissant les délégués de l'Action catholique ouvrière et de l'Action catholique étudiante, ceux des Jeunesses ouvrières chrétiennes, les religieuses et prêtres en milieu ouvrier, exprime sa conviction du rôle nécessaire des prêtres au travail. L'Evêque décide alors l'envoi de prêtres-ouvriers, comme signe de la volonté commune d'évangélisation du monde ouvrier, renouant avec l'envoi des premiers prêtres-ouvriers.

A Saint-Étienne, la réflexion du Conseil diocésain de Mission ouvrière conduit à la naissance d'une équipe de cinq prêtres, venus du ministère paroissial. Cette équipe a tout de suite une dimension régionale, car deux des membres travaillent dans des villes voisines. De nouveaux membres rejoignent ensuite l'équipe. L'équipe de vie commune (quatre membres) est élargie d'une équipe de réflexion, à laquelle participent aussi des stagiaires du Prado. Henri Sabot, délégué à la Mission ouvrière, vit dans l'équipe sans être prêtre-ouvrier. L'équipe se réunit alors deux fois par semaine pour la révision de vie et la célébration de l'Eucharistie ; une fois par mois se réunit une équipe élargie à Roanne, Brassac et Clermont-Ferrand.

**Présentation du contenu :**

- Notes conservées par l'équipe depuis sa création en 1969 et notes manuscrites d'Henri Sabot, délégué à la Mission ouvrière au plan diocésain, puis national, concernant la vie de la Mission ouvrière dans la région Rhône-Alpes, les rencontres régionales de l'équipe et les rencontres auxquelles elle participe au plan national.

## EQUIPES DES PRETRES-OUVRIERS DU PAS-DE-CALAIS

**Entrée (cote) :** 2000001  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1963-1998  
**Importance matérielle :** environ 2 mètres linéaires  
**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation  
**Instrument de recherche :** fonds non classé

**Notice historique :**

L'équipe PO du Pas-de-Calais est, pour le moment, constituée d'Henri Caffart et de Désiré Marle. Ceux-ci font partie de la deuxième génération de prêtres-ouvriers, ils ont donc commencé à travailler à partir de 1965, formant une petite équipe à Liévin. Leur appartenance au monde du travail (brièvement à la mine, puis à la tréfilerie de Lens pour D. Marle ; dans les transports pour H. Caffart) se double d'un engagement syndical (CGT, CFDT). Ils sont bien intégrés dans le diocèse, où ils participent activement à la Mission ouvrière. Les prêtres-ouvriers du Pas-de-Calais participent régulièrement aux rencontres régionales et nationales des prêtres-ouvriers.

**Présentation du contenu :**

- Dossiers retraçant les activités professionnelles de Henri Caffart (médecine du travail, prud'hommes),
- Bandes magnétiques des rencontres PO,
- Dossiers retraçant les activités professionnelles et syndicales de Désiré Marle,
- Comptes rendus des rencontres PO et ACO.

## PRETRES-OUVRIERS DE LA REGION NORD-PAS DE CALAIS

**Entrée (cote) :** 1998003 et 2005017

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1937-1998 et 1998-2004

**Importance matérielle :** 125 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT pour le 1998003 ; bordereau de versement pour le 2005017

### Notice historique :

Le Nord connaît très tôt le phénomène des prêtres-ouvriers : dès 1946, Jacques Screpel, prieur du couvent des dominicains de Lille, fait son apprentissage de fraiseur à Hagondange, avec l'accord de l'évêque de Lille, Monseigneur Liénart. En 1947, il revient à Lille, travaillant comme ouvrier en usine à Fives ; Bernard Tiberghien, prêtre diocésain qui a travaillé à Renault-Billancourt, commence alors une équipe avec lui à Hellemmes. En 1948, est créée la Communauté du 118. Le terme désigne à la fois l'équipe de dominicains d'Hellemmes et la communauté chrétienne qui naît très vite de la présence des frères. D'autres expériences sont tentées dans les mêmes années, de la part de prêtres diocésains, de franciscains, d'oblats de Marie-Immaculée, de rédemptoristes, de maristes, de frères des Écoles chrétiennes, des petits frères du Père de Foucauld, de fils de la Charité et, dans le Pas-de-Calais, de jésuites.

Les prêtres-ouvriers ne forment pas un corps sacerdotal à part, ni un mouvement. Ils se regroupent le plus souvent en équipes, qui leur permettent une mise en commun et un soutien fraternel. Les équipes élargissent leur horizon en se réunissant par Région : les trois diocèses du Nord (Lille, Arras, Cambrai) regroupent des équipes très différentes les unes des autres mais toujours soucieuses d'une insertion vraie dans leur milieu de travail comme dans le quartier où elles sont établies.

En 1954, le pape Pie XII met fin à l'expérience des prêtres-ouvriers, en dépit des démarches de plusieurs évêques français et surtout du cardinal Liénart, évêque de Lille. Les prêtres-ouvriers de la Région Nord, assez fréquemment syndiqués, mais sans mandat de délégués, choisissent l'obéissance et, douloureusement, arrêtent le travail. Avec l'appui du cardinal Liénart, ils reprennent rapidement une activité professionnelle, mais discrètement, souvent sous la forme de "petits boulots".

Ils reviennent à l'usine à partir de 1965, quand, à la suite du concile Vatican II, le travail des prêtres est à nouveau autorisé.

Souhaitant briser l'image traditionnelle que le monde ouvrier a de l'Église catholique, les prêtres-ouvriers ne sont cependant pas en rupture avec les structures ecclésiales et travaillent constamment avec des militants chrétiens dans l'Action catholique ouvrière et la Jeunesse ouvrière chrétienne ; leur rôle est important dans les structures de la Mission ouvrière, créée dès 1954 à Paris, puis à Lille, pour continuer la recherche sur l'évangélisation de la classe ouvrière.

### Présentation du contenu :

- Comptes rendus des réunions, rencontres et recollections des prêtres-ouvriers,
- Archives concernant les relations entre les prêtres-ouvriers et la Mission ouvrière,
- Dossiers documentaires sur la société contemporaine et sur les questions et structures ecclésiales les plus importantes,
  - Écrits divers,
  - Cassettes audio et vidéo, CD,
  - Archives personnelles de Désiré Maile,
  - Revues « Masses ouvrières » et « Cahiers de l'Atelier ».

## INSOUMIS (LES)

**Entrée (cote) :** 1993002

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** sous-fonds rattachés Roger Breistroffer ; Jean Breynaert ; Bernard Chauveau ; Roger Deliat ; Bob Lathuraz ; Pierre Sénégas

**Dates extrêmes :** 1943-1997

**Importance matérielle :** 16 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT



### **Notice historique :**

En 1942, pendant l'Occupation, se développe à l'intérieur de l'Eglise catholique une prise de conscience de la déchristianisation de la population ouvrière des villes industrielles alors que la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) poursuit clandestinement son activité. Deux aumôniers jocistes de la région parisienne, Henri Godin et Yvan Daniel, écrivent France, pays de mission ?. Le point d'interrogation ajouté pour ménager la hiérarchie catholique est remplacé dès le deuxième tirage par un point d'affirmation. Ce livre est le constat d'échec de la JOC pour faire tomber le mur qui sépare la classe ouvrière de l'Eglise catholique. Il préconise pour pallier l'absence de l'idée chrétienne dans le monde ouvrier que le prêtre français engage dans son pays une action qui serait véritablement missionnaire en épousant la condition ouvrière. C'est alors que les évêques décident la création d'un séminaire pour former des prêtres préparés à vivre en équipe dans des secteurs déchristianisés. C'est la Mission de France. La Mission de France est un corps sacerdotal régulier "destiné non seulement à apporter l'appui d'un renfort numérique aux diocèses les plus dépourvus, mais à accomplir la mission apostolique du sacerdoce dans les secteurs les plus déchristianisés, tant géographiques que sociologiques par un clergé missionnaire spécialement préparé aux problèmes du monde contemporain". Le chanoine Augros, sulpicien, ancien supérieur du séminaire d'Autun, organise à Lisieux le séminaire de la Mission de France. Les prêtres qui y sont formés partent dans les diocèses où les évêques sont demandeurs. Bouleversé par la lecture de France, terre de mission, le cardinal Suhard procède à la création d'une équipe qui partira en mission dans la classe ouvrière parisienne. C'est la Mission de Paris fondée le 1er juillet 1943. L'abbé Hollande, ancien curé de Polangis, en est nommé supérieur. Cette mission est placée sous l'autorité directe de l'archevêque de Paris et compte à sa naissance 7 membres (25 en 1953). L'équipe de la Mission de Paris plus importante et plus diversifiée, devient un peu le centre de référence des provinciaux. De 1944 à 1946, des équipes se constituent à Lyon, au Havre, à Marseille, à Limoges, à Saint-Etienne, à Bordeaux ainsi que dans les Alpes (équipe dite "des barrages").

Les prêtres-ouvriers découvrent la vie ouvrière, les grèves en particulier celles de 1947, le compagnonnage avec les militants de FO, de la CGT et du PC, les manifestations comme celle organisée à Paris le 28 mai 1952 par le mouvement de la Paix où deux prêtres-ouvriers sont victimes de violences de la part des forces de l'ordre. Ils sont une quarantaine en 1947, une centaine, en 1954.

Le séminaire de la Mission de France, après avoir été transféré en 1952 de Lisieux à Limoges, est fermé en septembre 1953. En effet, le 23 septembre 1953, Mgr Marella, nonce, informe le cardinal Liénart de la décision du Vatican d'arrêter l'expérience des prêtres-ouvriers. "Ils sont un scandale pour les chrétiens et ils font courir un grave péril à l'Eglise". Il est donc ordonné aux prêtres ouvriers de quitter le travail et tout engagement syndical et de reprendre la forme traditionnelle du sacerdoce.

Une cinquantaine choisissent de ne pas obtempérer. Ce sont les insoumis. Certains de ces insoumis se regroupent autour de Bob Lathuraz et prennent l'habitude de correspondre et de se réunir plusieurs fois par an. Ce groupe a vécu dans l'ombre, mettant en commun ses réflexions sur les événements de la vie ouvrière et les engagements que ses membres y vivaient, sur leur état de tension avec l'institution Eglise qui les avait condamnés et sur leur vie spirituelle gardant sa source d'inspiration dans l'Evangile. A la mort de Bob Lathuraz en 1993, ce groupe réunissait encore Aldo Bardini domicilié à Bagnolet (93), Bernard Chauveau domicilié à Saint-Valérien (89), Maurice Combe domicilié à Saint-Etienne (42), Jean Cottin domicilié à Pommerit-le-Vicomte (22), Jean Gray domicilié à Auxerre (89), Jean-Marie Huret domicilié à Valmont (76) et Jean Olhagaray domicilié à Hasparren (64). Ce dernier a appartenu à la Mission de Paris et a entrepris alors un travail pour retrouver les anciens de la Mission de Paris et recueillir leurs témoignages.

Le concile Vatican II, en 1965, autorise de nouveau l'expérience des prêtres-ouvriers qui sont en 1993 près de 600 dont la moitié à la retraite. Mais il est recommandé alors aux nouveaux prêtres-ouvriers de demeurer hors du sillage des insoumis dont l'histoire est occultée jusqu'en 1990. Ils sont, à cette date, enfin invités à participer à une réunion nationale des prêtres-ouvriers.

### **Présentation du contenu :**

- Correspondance et documentation rassemblées par Bernard Chauveau en tant que responsable des réunions.

Ces documents concernent tout le groupe. Bob Lathuraz avait commencé le classement de ces archives qu'il a parfois annotées et commenté pour apporter plus de clarté aux futurs lecteurs.

## **INSOUMIS (LES). MISSION DE PARIS**

**Entrée (cote) :** 1994005

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** sous-fonds rattachés Henri Barreau ; René Besnard ; Henri Chartreux ; Joseph Goutteborge ; Jean Olhagaray

**Dates extrêmes :** 1926-1990

**Importance matérielle :** 10 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** [communicable sur autorisation](#)

**Instrument de recherche :** [répertoire méthodique CAMT](#)

**Notice historique :**

La Mission de Paris est créée le 16 janvier 1944 à la fin d'une session qui a duré presque un mois à Combs-la-Ville et Lisieux. Suivant leurs possibilités, plusieurs prêtres et laïcs y participent. La Mission de Paris est indépendante des structures paroissiales. Ses membres sont envoyés dans le monde ouvrier athée de la région parisienne. Elle est indépendante aussi de la Mission de France orientée vers les paroisses déchristianisées de France.

Des équipes se forment à Montreuil, Ivry, Boulogne-Billancourt et dans les 18e, 20e et 12e arrondissements de Paris. En font partie Jacques Hollande, supérieur, Maxime Hua, François Laporte, Auguste Rosi\*, Yvan Daniel, André Depierre, Charles Pautet\*, Bernard Tiberghien, Lucien Lacour, aumônier des pompiers, Jean-Marie Marzio\*, Jean Desailly\*, Henri Barreau\*, Pierre Riche\*, Jean Olhagaray\*, Dumont qui part en 1946 à Givors comme curé, Jean-Claude Poulain\*, René Besnard\*, Roger Deliat\*, Bernard Chauveau\*, Bernard Mercier\* et Jean-Marie Lepetit.

Fin 1952, l'équipe nombreuse de la Mission de Paris éclate en petites équipes auxquelles viennent s'adjoindre Roger Breistroffer<sup>3</sup>, Dresch\*, Jacques Riousse, Philbert Tale\*, Salome, Emile Poulat\*, Jean Gray\*, Jean Laudet\* et Pierre Collignon.

Jean Olhagaray prend l'initiative en 1993 de retrouver les survivants de la Mission de Paris insoumis aux décisions du Vatican en 1954 pour rassembler les traces écrites des discussions qui animaient l'équipe pendant la période 1943-1954 sur les impératifs missionnaires qui se faisaient jour.

**Présentation du contenu :**

• Documentation et de papiers personnels remis par les déposants et leurs familles et relatifs à leurs itinéraires au sein de la Mission de Paris et à leur engagement militant et syndical.

**b- Les acteurs :**

## HENRI BARREAU

**Entrée (cote) :** [1994005](#)

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** [Insoumis \(Les\). Mission de Paris](#)

**Dates extrêmes :** [1940-1974](#)

**Importance matérielle :** [6 unités documentaires](#)

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** [communicable sur autorisation](#)

**Instrument de recherche :** [répertoire méthodique CAMT](#)

**Notice biographique :**

Henri Barreau est un prêtre du groupe des insoumis de la Mission de Paris. Il est né en 1912 à Saint-André-de-la-Marche (Maine et Loire) et est décédé en 1997 à Villejuif.

Il est issu du diocèse d'Angers (études au petit séminaire de Beaupreau, au grand séminaire d'Angers puis à celui des Missions étrangères à Paris). Après avoir été prisonnier de guerre, il entre à la Mission de Paris en 1946. Prêtre-ouvrier à la Compagnie des compteurs de Montrouge, il est élu au congrès de février 1951 au secrétariat de l'union CGT des syndicats de travailleurs de la métallurgie (l'USTM), puis au comité exécutif de la fédération CGT des travailleurs de la Métallurgie (FTM-CGT). Il devient « insoumis » en 1954, puis adhère au Parti communiste en 1957. Après 1968, il devient journaliste à Vie ouvrière ; il écrit l'Histoire inachevée de la convention collective de la métallurgie en 1976 et Voyage au coeur d'une entreprise avec Jacques Gacon, Jacques Varin et Marie Barreau en 1987.

**Présentation du contenu :**

- Pièces du procès opposant Gaston Tessier, président de la Confédération française des travailleurs chrétiens, à Henri Barreau et dix-sept de ses collègues devant l'Officialité,
- Cahiers de notes personnelles,
- Manuscrits,
- Cassettes vidéo du film réalisé par sa fille Sophie Barreau-Nicod et scénario de ce film.
- Revues.

---

<sup>3</sup> Insoumis à Rome en 1954 (certains sont par la suite revenus sur leur décision)



## ANDRE BEAUGE

**Entrée (cote) :** 2001018

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1922-1995

**Importance matérielle :** 6 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** bordereau sommaire

### Notice biographique :

André Beaugé est né en 1913. Ordonné prêtre en 1939, il resta prisonnier en Allemagne pendant toute la durée de la guerre. Les capucins du Petit-Nanterre l'accueillirent à son retour ; il s'engagea auprès d'eux en tant que prêtre-ouvrier. En 1956, alors que le Vatican avait condamné l'expérience des prêtres-ouvriers, l'administrateur supérieur des Terres australes recruta André Beaugé en tant que biologiste pour un séjour aux Îles Kerguelen. A la suite de cette expérience, il obtint un poste de technicien en biologie végétale au centre de floristique du CNRS. Cette activité l'amena à voyager au Sahara et au Canada. En 1965, il devint docteur de l'Université de Paris en soutenant à 52 ans une thèse de botanique. André Beaugé se maria après avoir quitté l'ordre des capucins et sa condition de prêtre en 1975. Ce fonds contient des documents personnels représentatifs de la vie d'un homme à la personnalité exceptionnelle, qui fut tout à la fois capucin et aventurier, prêtre-ouvrier et biologiste.

### Présentation du contenu :

- Correspondance,
- Documentation scientifique (botanique, écologie),
- Notes,
- Documents personnels (cahiers, agendas, carnets),
- Photographies,
- Livres.

## RENE BESNARD

**Entrée (cote) :** 1994005

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les). Mission de Paris

**Dates extrêmes :** 1948-1976

**Importance matérielle :** 1 unité documentaire

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice biographique :

René Besnard est un prêtre du groupe des insoumis de la Mission de Paris. Il est né en 1915 à La Pommeraye dans le Maine-et-Loire et est décédé en 1976 à Cognac.

Issu du diocèse d'Angers (études au petit séminaire de Beaupréau puis au grand séminaire d'Angers), il est d'abord vicaire à Cholet. Il entre à la Mission de Paris en 1947, est prêtre-ouvrier perceur à Paris dans le 18e et milite à la CGT (syndiqué à l'USTM, délégué du personnel, délégué du comité d'entreprise). Il devient « insoumis » en 1954, adhère au Parti communiste en 1956-1957 sans y exercer de responsabilité. Ouvrier jusqu'en 1965, il est nommé directeur d'un centre professionnel et éducatif en 1966 à Arnay-le-Duc, puis directeur d'un institut médico professionnel à Cognac.

### Présentation du contenu :

- Documents sur la vie spirituelle et l'activité militante de René Besnard.

## ROGER BREISTROFFER

**Entrée (cote) :** 1993002

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les)

**Dates extrêmes :** 1947-1958

**Importance matérielle :** 1 unité documentaire

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice biographique :

Né en 1921 à Asnières, Roger Breistroffer est un prêtre-ouvrier dans un premier temps « insoumis » qui quitta le groupe pour devenir vicaire.

Issu du diocèse de Paris (études au petit séminaire à Conflans, puis au grand séminaire à Issy-les-Moulineaux), il est séminariste requis en 1944, vicaire à Saint-Germain de Charonne à partir de 1947. Il entre à la Mission de Paris en 1951, devient prêtre-ouvrier à Arcueil dans le secteur de la métallurgie et milite à la CGT. « Insoumis » en 1954 puis « soumis », il est nommé vicaire à l'Immaculée conception de Billancourt le 9 octobre 1955. Prêtre-ouvrier de 1953 à 1965, il part pour l'Algérie en 1966 où il vit successivement à Souk-Ahras, Constantine puis Annaba. De retour en 1995, il est aujourd'hui vicaire à Alfortville.

### Présentation du contenu :

- Correspondance, notes et témoignages de Roger Breistroffer.

## JEAN BREYNAERT

**Entrée (cote) :** 1993002

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les)

**Dates extrêmes :** 1953-1954

**Importance matérielle :** 1 unité documentaire

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice biographique :

Né en 1923 à Paris, Jean Breynaert est un prêtre ouvrier insoumis à Rome en 1954.

Issu du diocèse de Paris (études au séminaire d'Issy-les-Moulineaux puis au séminaire de la Mission de France à Lisieux), il est ordonné prêtre de la Mission de France et nommé le 27 juin 1948 vicaire à Saint-Germain de Vitry. Prêtre-ouvrier dans le bâtiment à Montceau-les-Mines en 1950, il fait partie de l'équipe des barrages quand il est à Grenoble en 1953 et milite au sein de la CGT (secrétaire du syndicat, délégué du personnel, membre du bureau de l'union départementale). « Insoumis » en 1954, il est maçon à Paris en 1955, adhère au Parti communiste en 1956 sans y avoir de responsabilité et milite activement contre la guerre d'Algérie. Il travaille en Algérie de 1962 à 1965 comme conducteur de travaux.

### Présentation du contenu :

- Carnets de notes de Jean Breynaert.

## HENRI CHARTREUX

**Entrée (cote) :** 1994005

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les). Mission de Paris

**Dates extrêmes :** 1941-1999

**Importance matérielle :** 11 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice biographique :**

Henri Chartreux est né en 1921 à Amailloux dans les Deux-Sèvres. Il est issu du diocèse de Poitiers (études au séminaire à Poitiers puis au séminaire de la Mission de France à Lisieux). Pendant la Seconde Guerre mondiale, il entre dans la Résistance. Il est ordonné prêtre de la Mission de France en 1947. Envoyé à Limoges en 1947, il constitue une équipe de prêtres-ouvriers. Il travaille comme manœuvre textile en 1948, passe dans les produits chimiques en 1951 puis est tourneur à la SNCF. Militant syndical à la CGT, il devient secrétaire de la Fédération CGT de la Haute-Vienne. « Insoumis » à Rome en 1954, il adhère au Parti communiste en 1958 et est chargé de la création de l'Institut CGT d'histoire sociale du Limousin en 1983. Il est décédé en 1990 à Limoges.

**Présentation du contenu :**

- Correspondance privée ;
- Documents concernant les réflexions et les engagements de l'équipe du Masgoulet ;
- Documents sur la création et les activités de l'Institut régional CGT d'histoire sociale du Limousin ;
- Textes, ouvrages, correspondance remis par Jeannette Dussartre-Chartreux, sa compagne qui a établi le livre

*Destins croisés* en 1993.

## BERNARD CHAUVEAU

**Entrée (cote) :** 1993002

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les)

**Dates extrêmes :** 1946-1991

**Importance matérielle :** 5 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice biographique :**

Bernard Chauveau est né en 1922 à Argentré dans la Mayenne. Il est issu du diocèse de Laval (études au petit et au grand séminaire de Laval). De 1947 à 1949, il est vicaire à Château-Gontier. Il entre à la Mission de Paris en 1949, est prêtre-ouvrier OS chez Renault à Boulogne en 1950, puis chez Farman en 1954. « Insoumis » à Rome en 1954, il milite à la CGT et exerce des fonctions de délégué du personnel, d'élu au comité d'entreprise puis de secrétaire du comité central d'entreprise. A partir de 1957, il travaille comme électricien d'entretien dans le bâtiment. Il prend sa retraite à Brannay dans l'Yonne. Il est décédé en 1996 à Sens.

**Présentation du contenu :**

- Dossiers thématiques personnels constitués par Bernard Chauveau sur sa sanction et sur des prêtres ouvriers insoumis décédés,
- Correspondance,
- Cahiers de notes et réflexions personnelles,
- Enregistrement du témoignage de sa mère sur la façon dont elle appris et vécu la condamnation de son fils (1975-1976).

## BERNARD DAUFFAGNE

**Entrée (cote) :** 2004025

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Importance matérielle :** 3 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don

## ROGER DELIAT

**Entrée (cote) :** 1993002

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les)

**Dates extrêmes :** vers 1936-1940

**Importance matérielle :** 1 unité documentaire

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice biographique :

Roger Déliat est né en 1907 à Tarbes. En 1940, il est nommé vicaire à Sainte-Marie des Fontenelles à Nanterre puis, en 1946, vicaire à Notre-Dame de Pontmain à Bagnolet. Il entre à la Mission de Paris en 1948, travaille comme OS à Renault-Billancourt, milite à la CGT, entre au comité exécutif en 1951 et est « insoumis-soumis » en 1954. Il a écrit Vingt ans OS chez Renault. L'évolution d'un enfant du peuple devenu prêtre-ouvrier en 1973. Il est décédé en 1978 à Boulogne-Billancourt.

### Présentation du contenu :

- Original de l'ouvrage d'Henri Godin et Yvan Daniel France, pays de Mission.

## RENE DESJARDINS

**Entrée (cote) :** 2002024

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Importance matérielle :** environs 2,50 mètres linéaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable sous autorisation

### Notice biographique :

Prêtre ouvrier et militant CGT à Burbure (62).

### Présentation du contenu :

- Comptes rendus de réunions,
- Notes personnelles,
- Archives personnelles en tant que premier adjoint à Burbure,
- Conférence CGT Cercle de vie,
- Réunions des PO.

## JOSEPH GOUTTEBARGE

**Entrée (cote) :** 1994005

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les). Mission de Paris

**Dates extrêmes :** 1952-1965

**Importance matérielle :** 1 unité documentaire

**Modalités d'entrée :** dépôt

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice biographique :

Joseph Gouttebarge est né en 1924 à Les Salles (Loire). Il étudie au séminaire de Lyon puis entre au séminaire de la Mission de France à Lisieux. Prêtre de la Mission de France, il est nommé vicaire de Saint-Ennemond à Saint-Etienne en 1949. Prêtre-ouvrier il travaille à partir d'octobre 1951 à la Compagnie des forges et ateliers de la Loire et milite à la CGT (délégué du personnel, délégué au comité d'entreprise). « Insoumis » à Rome en 1954, il continue ses

activités syndicales en devenant délégué au comité central d'entreprise. En 1964, au moment de sa mort, il est secrétaire de l'Union départementale-CGT de la Loire.

**Présentation du contenu :**

• Correspondance relative à l'insoumission de Joseph Goutteborge et témoignages, en particulier textes et propos recueillis par Joseph Sanguedolce, Raymond Crozet, Maurice Combe, Robert Pacalet et Marie Goutteborge .

## BOB LATHURAZ

**Entrée (cote) :** 1993002

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les)

**Dates extrêmes :** 1954-1993

**Importance matérielle :** 3 unités documentaires

**Modalités d'entrée :** don

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice biographique :**

Robert dit Bob Lathuraz est né en 1921 à Seythenex (Haute-Savoie). Mineur à Saint-Etienne, il entre au séminaire de la Mission de France à Lisieux, est séminariste à la Tuilerie Montchanin pendant l'été 45. Il entre au sanatorium de Thorenc en 1948. Prêtre de la Mission de France, il est aumônier du sana La Souterraine 5, ouvrier boucher aux abattoirs à Montceau-les-Mines en 1951, militant syndical CGT. « Insoumis » en 1954, il travaille comme fraiseur chez Rateau à La Courneuve à partir de 1965, est délégué du personnel et du comité d'entreprise et prend sa retraite en 1981 à Cons-Sainte-Colombe. Il est décédé en 1993 à Cons-Sainte-Colombe en Haute-Savoie.

**Présentation du contenu :**

- Dossiers thématiques,
- Correspondance,
- Commentaires sur la façon dont Bob Lathuraz a vécu les différentes étapes de l'histoire des prêtres-ouvriers.

## JEAN OLHAGARAY

**Entrée (cote) :** 1994005

**Niveau de description :** sous-fonds

**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les). Mission de Paris

**Dates extrêmes :** 1940-1994

**Importance matérielle :** 8 unités documentaires

**Conditions d'accès :** communicable sur autorisation

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice biographique :**

Jean Olhagaray, démobilisé en 1946 après avoir été aumônier en Allemagne, est contacté pour faire partie de l'équipe de la Mission de Paris. Il est tout d'abord affecté à l'équipe de Ménilmontant pour remplacer Christian Dumont qui partait comme curé à Givors. Insoumis à Rome en 1954, il continue son engagement militant et syndical dans le monde ouvrier. Libre par rapport à l'Eglise institutionnelle, il continue de rencontrer quelques autres insoumis deux ou trois fois par an pour réfléchir sur la vie et la liberté et partager leurs expériences.

**Présentation du contenu :**

• Documents sur la vie religieuse et l'insoumission de Jean Olhagaray ainsi que sur sa vie professionnelle et militante notamment aux établissements Jaeger à Levallois.

## JEAN CLAUDE POULAIN

**Entrée (cote) :** 2004017  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1955-1987  
**Importance matérielle :** 7,50 mètres linéaires  
**Modalités d'entrée :** dépôt  
**Conditions d'accès :** communicable sous autorisation  
**Instrument de recherche :** Inventaire

**Notice biographique :**  
Prêtre-ouvrier et syndicaliste.

## PIERRE SENEGAS

**Entrée (cote) :** 1993002  
**Niveau de description :** sous-fonds  
**Fonds de rattachement :** Insoumis (Les)  
**Dates extrêmes :** 1953-1954  
**Importance matérielle :** 1 unité documentaire  
**Modalités d'entrée :** don  
**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux  
**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice biographique :**  
Pierre dit Pierrot Sénégas est né en 1926 à Anglès (Tarn). Il entre au séminaire à Lisieux et en tant que séminariste fait un stage à Montchanin en 1948 pendant un an mais ne devient pas prêtre. Il travaille comme terrassier à Montceau-les-Mines en 1950. Il se marie en 1955 avec une militante JOCF (permanente). Il est décédé en 1991 à La Tronche (Isère).

**Présentation du contenu :**  
• Notes et réflexions.

## JEAN-MARIE SIX

**Entrée (cote) :** 1989008  
**Niveau de description :** fonds  
**Fonds de rattachement :** aucun  
**Dates extrêmes :** 1969-1986  
**Importance matérielle :** 10 unités documentaires  
**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux  
**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

**Notice biographique :**  
Jean-Marie Six, prêtre-ouvrier du diocèse de Lille, est né à Lomme en 1926. Il est stagiaire à Hellemmes en 1948, travaille en supermarché à La Madeleine de 1969 à 1986. Militant CGT, il a été délégué CGT du personnel de la société Fraismarché-Gro de 1976 à 1982.

**Présentation du contenu :**

- Conventions collectives de la société Fraismarché-Gro,
- Élections et réunions de délégués,
- Tracts,
- Procès-verbaux de réunions de comités,
- Règlements intérieurs,
- Informations intéressant le personnel.

## RAYMOND VANDECASTEELE

**Entrée (cote) :** 2001030

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1954-1998

**Importance matérielle :** 0,50 mètres linéaires

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** non classé

### Notice biographique :

Prêtre-ouvrier du diocèse de Lille, Raymond Vandecasteele fut le compagnon d'équipe de Bernard Thiberghien auprès des dockers de Dunkerque entre 1955 et 1994. Tous deux participèrent à la fondation de la Mission ouvrière de Dunkerque en lien avec la mission ouvrière de France. Ces archives sont le reflet de leur sacerdoce et de leur combat mené pour la reconnaissance des prêtres-ouvriers.

### Présentation du contenu :

- Dossiers sur Bernard Thiberghien et sur les prêtres-ouvriers (comptes rendus de réunions de prêtres-ouvriers, correspondance, ouvrages, coupures de presse, etc).

## JACQUES VERGONJEANNE

**Entrée (cote) :** 1989005

**Niveau de description :** fonds

**Fonds de rattachement :** aucun

**Dates extrêmes :** 1964-1983

**Importance matérielle :** 31 unités documentaires

**Conditions d'accès :** communicable suivant les délais légaux

**Instrument de recherche :** répertoire méthodique CAMT

### Notice biographique :

Jacques-François Vergonjeanne, né en 1928 à Châtillon-sous-Bagneux, est dominicain. Il a été prêtre-ouvrier dans le textile. Depuis 1983, il vit au couvent de Strasbourg et assure les fonctions de responsable de formation de son ordre et d'aumônier des gens du voyage en Alsace.

Il a été employé chez Phildar (Les fils de Louis Mulliez) de juin 1969 à août 1983 en tant qu'agent d'études du travail au bureau "Organisation et méthodes". Ce bureau traitait d'ergonomie et établissait les normes de production selon les critères du Syndicat patronal textile de la vallée de la Lys. Ses activités étaient liées à cinq sites industriels. Il a également exercé des responsabilités syndicales de 1976 à 1983 en tant que militant CFDT.

### Présentation du contenu :

- Dossiers relatifs au travail de Jacques Vergonjeanne au bureau "Organisation et méthodes" chez Phildar,
- Dossiers de Jacques Vergonjeanne en tant que syndicaliste CFDT,
- Publications.